

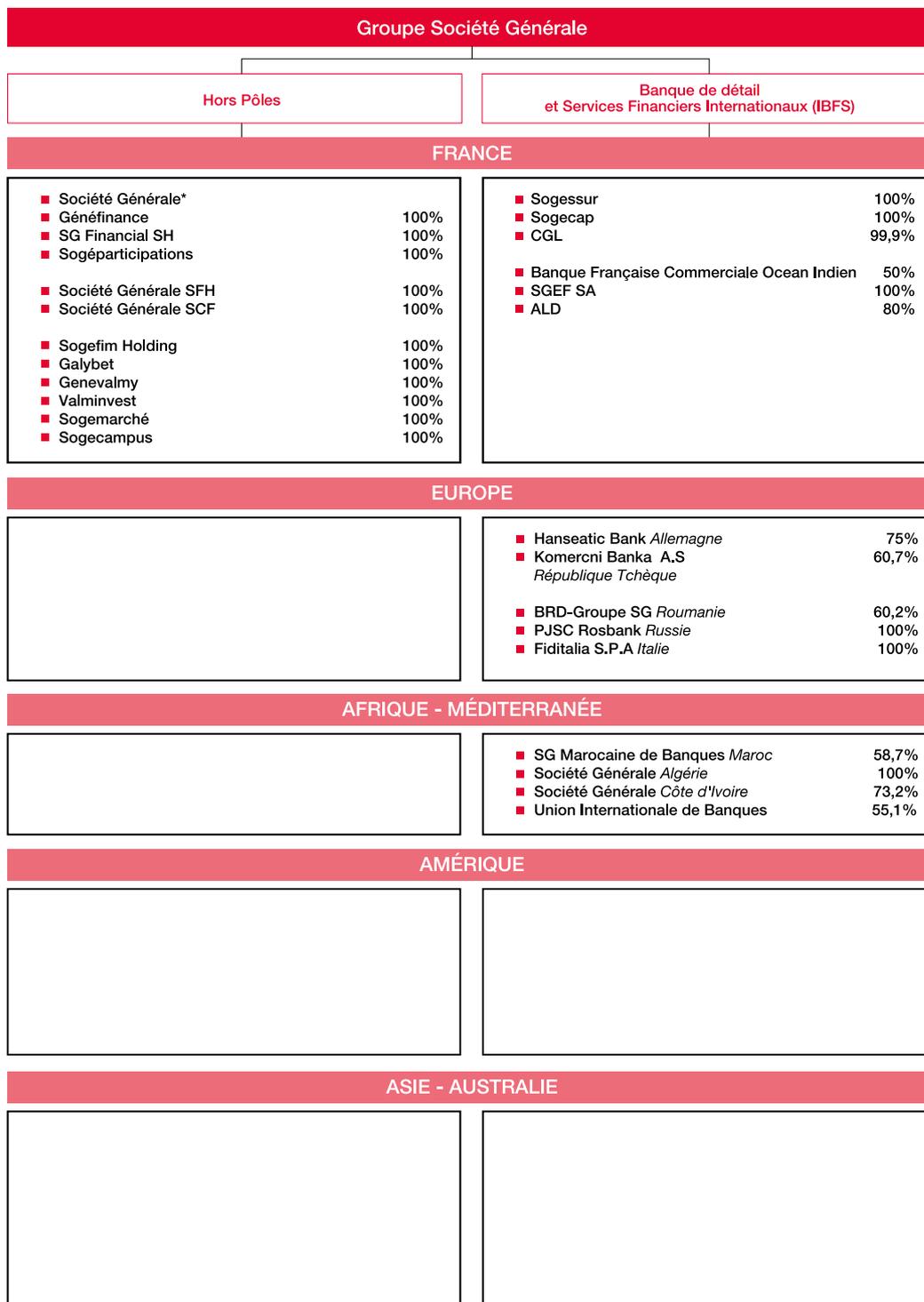
2

RAPPORT D'ACTIVITÉ DU GROUPE

2.1 PRÉSENTATION DES PRINCIPALES ACTIVITÉS DU GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	28	2.5 ANALYSE DU BILAN CONSOLIDÉ	50
2.2 ACTIVITÉ ET RÉSULTATS DU GROUPE	30	2.5.1 Principales évolutions du périmètre de consolidation	51
2.3 ACTIVITÉ ET RÉSULTATS DES MÉTIERS	32	2.5.2 Variations sur les postes significatifs du bilan consolidé	51
2.3.1 Résultats par métier	32	2.6 POLITIQUE FINANCIÈRE	52
2.3.2 Banque de détail en France	33	2.6.1 Capitaux propres du Groupe	52
2.3.3 Banque de détail et Services Financiers Internationaux	34	2.6.2 Ratios de solvabilité	52
2.3.4 Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs	37	2.6.3 Situation d'endettement du Groupe	53
2.3.5 Hors Pôles	40	2.6.4 Notations long terme, court terme, notes de contrepartie et évolutions au cours de l'exercice	54
2.3.6 Définitions et précisions méthodologiques, indicateurs alternatifs de performance	41	2.7 PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS ET CESSIONS EFFECTUÉS	55
2.4 NOUVEAUX PRODUITS OU SERVICES IMPORTANTS LANCÉS	47	2.8 ACQUISITIONS EN COURS ET CONTRATS IMPORTANTS	56
2.4.1 Société Générale émet le premier produit structuré au format « Security Token » sur une blockchain publique	47	2.8.1 Financement des principaux investissements en cours	56
2.4.2 Société Générale et Kyriba s'associent pour créer une solution de gestion de trésorerie dans le cloud	47	2.8.2 Acquisitions et cessions en cours	56
2.4.3 Société Générale Private Banking lance la Première offre de gestion sous mandat labellisée ISR	48	2.9 PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES ET ÉQUIPEMENTS	56
2.4.4 BNP Paribas, Crédit Mutuel et Société Générale étudient la mise en commun de leurs automates bancaires afin d'accroître leur accessibilité pour leurs clients	48	2.10 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE	56
2.4.5 Société Générale assurances lance « Matla », un plan d'épargne retraite individuel d'Oradéa vie pour les clients de Boursorama banque	49	2.11 DÉCLARATION RELATIVE AUX ÉVÉNEMENTS POST-CLÔTURE	57
2.4.6 ALD Automotive lance une offre de location longue durée pour Tesla en Europe	49	2.12 INFORMATIONS RELATIVES AUX IMPLANTATIONS ET ACTIVITÉS AU 31 DÉCEMBRE 2021	58

2.1 PRÉSENTATION DES PRINCIPALES ACTIVITÉS

ORGANIGRAMME SIMPLIFIÉ AU 31 DÉCEMBRE 2021



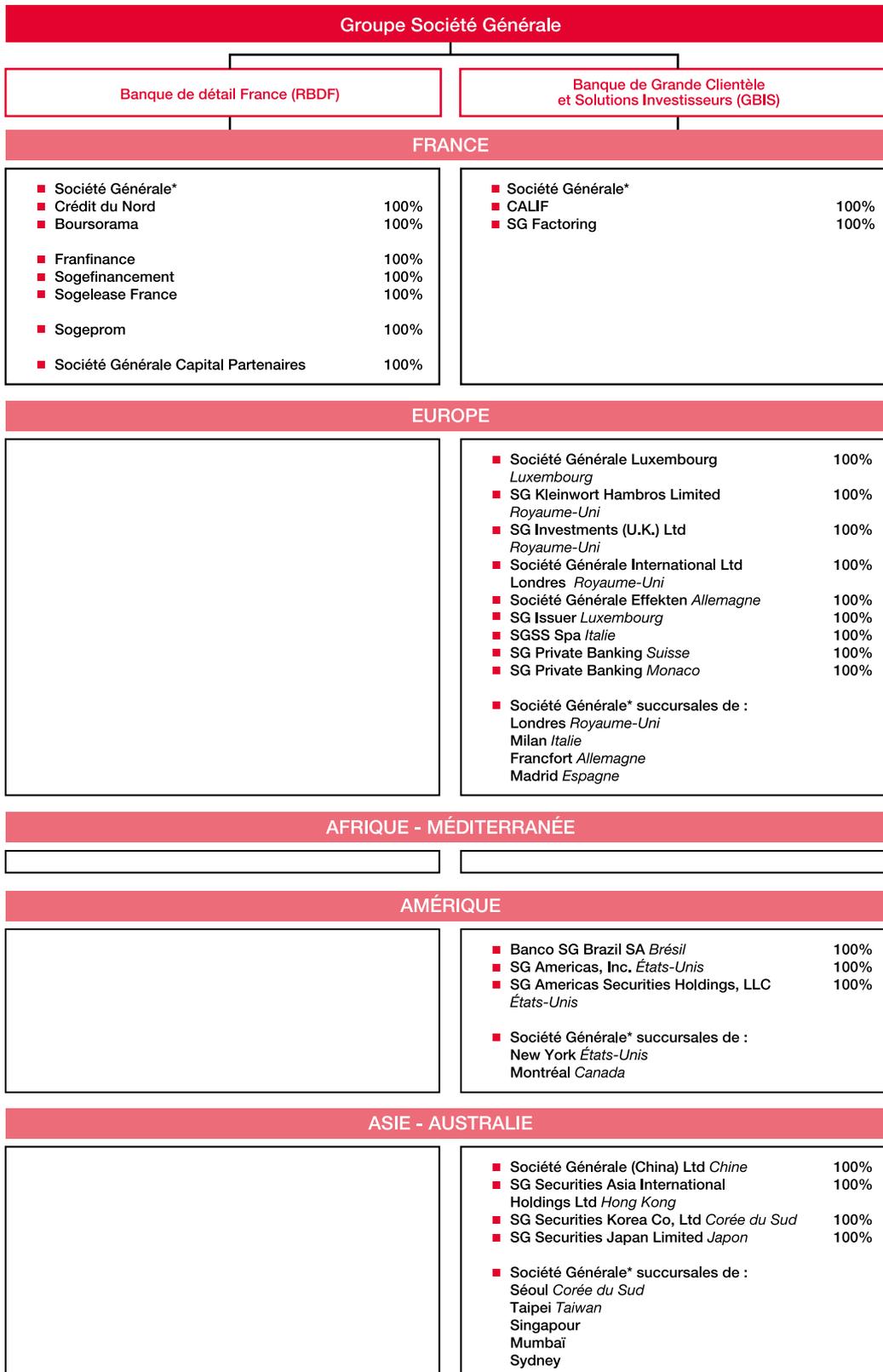
* Société mère

Remarques :

- Les taux indiqués sont les taux d'intérêt du Groupe dans la filiale détenue.

- Les groupes ont été positionnés dans la zone géographique où ils exercent principalement leur activité.

DU GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE



2.2 ACTIVITÉ ET RÉSULTATS DU GROUPE

Définitions et précisions méthodologiques en p.41 et suivantes.

Les informations suivies d'un astérisque (*) sont communiquées à périmètre et taux de change constants.

Le passage des données publiées aux données sous-jacentes est présenté p.42.

ANALYSE DU COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(En M EUR)	2021	2020	Variation	
Produit net bancaire	25 798	22 113	16,7%	17,7%*
Frais de gestion	(17 590)	(16 714)	5,2%	5,8%*
Résultat brut d'exploitation	8 208	5 399	52%	55,1%*
Coût net du risque	(700)	(3 306)	-78,8%	-78,6%*
Résultat d'exploitation	7 508	2 093	x 3,6	x 3,7*
Quote-part des résultats net des entreprises mises en équivalence	6	3	100%	100%*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	635	(12)	n/s	n/s
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	(114)	(684)	83,3%	83,3%*
Impôts sur les bénéfices	(1 697)	(1 204)	41,0%	43,2%*
Résultat net	6 338	196	x 32,3	x 43,8*
<i>dont participations ne donnant pas le contrôle</i>	697	454	53,5%	53,6%*
Résultat net part du Groupe	5 641	(258)	n/s	n/s
Coefficient d'exploitation	68,2%	75,6%		
Fonds propres moyens ⁽¹⁾	52 634	52 091		
ROTE	11,7%	-0,4%		

(1) Montants retraités par rapport aux états financiers publiés au titre de 2020 (cf. Note 1.7 des Etats financiers consolidés).

Produit net bancaire

Le produit net bancaire est en forte croissance en 2021 à +16,7% (+17,7%*) par rapport à 2020, et +16,1% (+17,2%*) par rapport à 2020 en sous-jacent, avec une très bonne dynamique de l'ensemble des métiers.

Les activités de la Banque de détail en France affichent une performance solide sur l'année ; le produit net bancaire hors provision PEL/CEL progresse ainsi de +4,8% par rapport à 2020 porté par le redressement de la marge nette d'intérêt et le dynamisme des commissions notamment financières.

Les revenus de la Banque de détail et Services Financiers Internationaux sont en forte croissance de +9,9%* par rapport à 2020, sous-tendue par l'excellente dynamique des Services Financiers (+32,0%* par rapport à 2020) et de l'Assurance (+8,6%* par rapport à 2020). La Banque de détail à l'International bénéficie d'un rebond de ses activités à +2,8%* par rapport à 2020.

La Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs enregistre une performance remarquable avec des revenus en hausse de +25,2% (+26,1%*) par rapport à 2020. Les Activités de Financement et Conseil extériorisent une performance record, en croissance de +14,8% (+15,8%*) par rapport à 2020 et les revenus des Activités de Marché et Services aux Investisseurs sont en forte hausse de +35,6% (+36,9%*) par rapport à 2020.

Frais de gestion

En 2021, les frais de gestion ressortent à 17 590 millions d'euros en publié et 17 211 millions d'euros en sous-jacent (retraité des charges de transformation), en hausse de +4,3% par rapport à 2020.

Cette croissance s'explique principalement par l'augmentation des coûts variables liée à la croissance des revenus (+701 millions d'euros) et la hausse de la contribution au Fonds de Résolution Unique (+116 millions d'euros). Les autres frais de gestion affichent, quant à eux, une baisse de 70 millions d'euros, hors effet périmètre.

Portés par un effet de ciseaux très positif, le résultat brut d'exploitation sous-jacent s'accroît fortement de +51,0% à 8 470 millions d'euros et le coefficient d'exploitation sous-jacent progresse de près de 8 points (67,0% versus 74,6% en 2020).

Hors contribution au Fonds de Résolution Unique, le coefficient d'exploitation sous-jacent est attendu entre 66% et 68% en 2022 et en amélioration au-delà. Cet agrégat, hors contribution au Fonds de Résolution Unique, s'élève à 64,7% sur l'année 2021, étant précisé que la contribution au Fonds de Résolution Unique est de 586 millions d'euros en 2021.

La contribution au Fonds de Résolution Unique est attendue en hausse jusqu'en 2023 inclus.

Les transformations radicales du Groupe telles qu'annoncées en 2021 conduisent à faire évoluer les prévisions de coûts en 2023. Les différentes initiatives en cours contribueront au-delà de 2022 à une baisse du coefficient d'exploitation sous-jacent du Groupe hors contribution au Fonds de Résolution Unique année après année.

Coût du risque

Sur l'année 2021, le coût du risque s'établit à un niveau bas de 13 points de base, en baisse par rapport à 2020 (64 points de base), soit 700 millions d'euros (*versus* 3 306 millions d'euros en 2020). Il se décompose en une provision sur encours douteux de 949 millions d'euros et une reprise de provision sur encours sains de 249 millions d'euros.

Le Groupe dispose à la fin 2021 d'un stock de provision sur encours sains de 3 355 millions d'euros.

Afin d'accompagner ses clients pendant la crise, le Groupe a accordé des prêts garantis par l'État (PGE). Au 31 décembre 2021, le montant résiduel des PGE représente environ 17 milliards d'euros. En France, le montant total des PGE s'élève à environ 14 milliards d'euros et l'exposition nette est d'environ 1,5 milliard d'euros.

Le taux brut d'encours douteux s'élève à 2,9% au 31 décembre 2021, en baisse par rapport à 3,1% à la fin septembre 2021. Le taux de couverture brut des encours douteux du Groupe est à 51% au 31 décembre 2021.

Sur l'année 2022, le coût du risque est attendu en-dessous de 30 points de base.

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation comptable est de 7 508 millions d'euros en 2021 contre 2 093 millions d'euros en 2020 et le résultat d'exploitation sous-jacent ressort à 7 770 millions d'euros (contre 2 323 millions d'euros en 2020).

Gains ou pertes nets sur autres actifs

Le poste « Gains et pertes nets sur autres actifs » s'élève à 635 millions d'euros en 2021, dont 439 millions d'euros liés au résultat de cession des activités de gestion d'actifs de Lyxor et 185 millions d'euros liés à une plus-value de cession immobilière.

Pertes de valeur des écarts d'acquisition

En raison de la revue de la trajectoire financière des Activités de Banque de détail à l'international, le Groupe a enregistré en 2021 une charge de -114 millions d'euros au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition de l'UGT Afrique, Bassin Méditerranéen et Outre mer.

Impôts sur les bénéfices

Le Groupe bénéficie en 2021 d'une reconnaissance de 130 millions d'euros d'impôts différés actifs.

Résultat net

(En M EUR)	2021	2020
Résultat net part du Groupe comptable	5 641	(258)
Résultat net part du Groupe sous-jacent ⁽¹⁾	5 264	1 435

(En %)	2021	2020
ROTE (données brutes)	11,7%	-0,4%
ROTE sous-jacent ⁽¹⁾	10,2%	1,7%

(1) Ajusté en fonction des éléments exceptionnels.

2.3 ACTIVITÉ ET RÉSULTATS DES MÉTIERS

2.3.1 RÉSULTATS PAR MÉTIER

(En M EUR)	Banque de détail en France		Banque de détail et Services Financiers Internationaux		Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs		Hors Pôles		Groupe	
	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020
Produit net bancaire	7 777	7 315	8 117	7 524	9 530	7 613	374	(339)	25 798	22 113
Frais de gestion	(5 635)	(5 418)	(4 203)	(4 142)	(6 863)	(6 713)	(889)	(441)	(17 590)	(16 714)
Résultat brut d'exploitation	2 142	1 897	3 914	3 382	2 667	900	(515)	(780)	8 208	5 399
Coût net du risque	(104)	(1 097)	(504)	(1 265)	(86)	(922)	(6)	(22)	(700)	(3 306)
Résultat d'exploitation	2 038	800	3 410	2 117	2 581	(22)	(521)	(802)	7 508	2 093
Quote-part des résultats net des entreprises mises en équivalence	1	(1)	0	0	4	4	1	0	6	3
Gains ou pertes nets sur autres actifs	24	158	18	15	(10)	0	603	(185)	635	(12)
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	(114)	(684)	(114)	(684)
Impôts sur les bénéfices	(575)	(291)	(840)	(531)	(469)	100	187	(482)	(1 697)	(1 204)
Résultat net	1 488	666	2 588	1 601	2 106	82	156	(2 153)	6 338	196
<i>dont participations ne donnant pas le contrôle</i>	<i>(4)</i>	<i>-</i>	<i>506</i>	<i>297</i>	<i>30</i>	<i>25</i>	<i>165</i>	<i>132</i>	<i>697</i>	<i>454</i>
Résultat net part du Groupe	1 492	666	2 082	1 304	2 076	57	(9)	(2 285)	5 641	(258)
Coefficient d'exploitation	72,5%	74,1%	51,8%	55,1%	72,0%	88,2%			68,2%	75,6%
Fonds propres moyens*	11 149	11 427	10 246	10 499	14 916	14 302	19 616	15 860	52 634	52 091
RONE (métiers)/ROTE (Groupe)	13,4%	5,8%	20,3%	12,4%	13,9%	0,4%			11,7%	-0,4%

* Montants retraités par rapport aux états financiers publiés au titre de 2020 (cf. Note 1.7 des Etats financiers consolidés).

2.3.2 BANQUE DE DÉTAIL EN FRANCE

(En M EUR)

	2021	2020	Variation
Produit net bancaire	7 777	7 315	6,3%
Frais de gestion	(5 635)	(5 418)	4,0%
Résultat brut d'exploitation	2 142	1 897	12,9%
Coût net du risque	(104)	(1 097)	-90,5%
Résultat d'exploitation	2 038	800	x 2,5
Quote-part des résultats net des entreprises mises en équivalence	1	(1)	n/s
Gains ou pertes nets sur autres actifs	24	158	-84,8%
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	-	-	n/s
Impôts sur les bénéfices	(575)	(291)	97,6%
Résultat net	1 488	666	x 2,2
<i>dont participations ne donnant pas le contrôle</i>	(4)	-	n/s
Résultat net part du Groupe	1 492	666	x 2,2
Coefficient d'exploitation	72,5%	74,1%	
Fonds propres moyens	11 149	11 427	

Activité et produit net bancaire

Après le fort impact de la pandémie en 2020, la performance commerciale de la Banque de détail en France a connu un rebond significatif en 2021.

Les enseignes continuent à développer leur activité sur les métiers cœurs.

La Banque de détail en France continue de soutenir l'économie, au travers de l'accompagnement de ses clients particuliers, entreprises et professionnels.

Dans l'activité assurances, les primes de protection de biens et de personnes affichent de bonnes performances en hausse de +1,8% par rapport à 2020. Le nombre de contrats de Protection des biens et personnes est en progression de +6,7% par rapport à 2020.

En banque privée la collecte nette a été très soutenue à 4,1 milliards sur l'année.

Boursorama consolide sa position de leader de la banque en ligne en France, atteignant plus de 3,3 millions de clients à la fin décembre 2021. La conquête client de Boursorama a atteint un niveau record avec environ 800 000 nouveaux clients en 2021.

Les encours moyens de crédits sont en recul de -1% par rapport au T4-20 à 210 milliards d'euros, ils sont en hausse de +9% par rapport au T4-19. Les encours moyens de crédits aux particuliers sont en progression de +2% soutenus par une croissance de la production des prêts immobiliers de +33% par rapport à T4-20. La croissance de la production des crédits moyen et long termes aux entreprises et professionnels est en hausse de +45% hors PGE par rapport à T4-20.

Les actifs sous gestion de la banque privée ont atteint 78 milliards d'euros à la fin décembre 2021.

Les encours moyens de dépôts au bilan⁽¹⁾ sont en hausse de 7% par rapport au T4-20 à 241 milliards d'euros, toujours portés par les dépôts à vue. Le ratio crédits sur dépôts moyens ressort ainsi à 87% au T4-21 versus 94% au T4-20.

Sur 2021, les revenus hors PEL/CEL ressortent à 7 738 millions d'euros en hausse de +4,8% par rapport à 2020. La marge nette d'intérêt hors PEL/CEL est en hausse de +2,1% par rapport à 2020, soutenue par des effets de rattrapage liés à la bonification du TLTRO et aux PGE. Les commissions affichent une bonne dynamique à +5,1% par rapport à 2020 dans un contexte de reprise de l'activité à la suite des confinements de 2020.

Frais de gestion

Sur l'année 2021, les frais de gestion ressortent à 5 635 millions d'euros (+4,0% par rapport à 2020). Le coefficient d'exploitation (retraité de la provision PEL/CEL) s'établit à 72,8% en amélioration de 0,6 point par rapport à 2020.

Coût du risque

Sur l'année 2021, le coût du risque s'établit à 104 millions d'euros soit 5 points de base, en baisse par rapport au 2020 (1 097 millions d'euros soit 52 pb), réparti entre -166 millions d'euros de reprise de provisionnement Étape 1/Étape 2 et 270 M EUR de provisionnement Étape 3 (encours non performants).

Résultat net part du Groupe

Sur l'année, le résultat net part du Groupe s'établit à 1 492 millions d'euros (x2,2 par rapport à 2020). La rentabilité (retraitée de la provision PEL/CEL) ressort à un niveau de 13,1% sur l'année 2021.

(1) Y compris BMTN.

2.3.3 BANQUE DE DÉTAIL ET SERVICES FINANCIERS INTERNATIONAUX

(En M EUR)	2021	2020	Variation	
Produit net bancaire	8 117	7 524	7,9%	9,9%*
Frais de gestion	(4 203)	(4 142)	1,5%	3,1%*
Résultat brut d'exploitation	3 914	3 382	15,7%	18,3%*
Coût net du risque	(504)	(1 265)	-60,2%	-59,4%*
Résultat d'exploitation	3 410	2 117	61,1%	65,2%*
Quote-part des résultats net des entreprises mises en équivalence	0	0	n/s	n/s
Gains ou pertes nets sur autres actifs	18	15	20,0%	21,2%*
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	n/s	n/s
Impôts sur les bénéfices	(840)	(531)	58,2%	62,7%*
Résultat net	2 588	1 601	61,6%	65,6%*
<i>dont participations ne donnant pas le contrôle</i>	<i>506</i>	<i>297</i>	<i>70,4%</i>	<i>70,5%*</i>
Résultat net part du Groupe	2 082	1 304	59,7%	64,4%*
Coefficient d'exploitation	51,8%	55,1%		
Fonds propres moyens	10 246	10 499		

* À périmètre et taux de change constants.

En 2021, les revenus s'élevèrent à 8 117 millions d'euros, en hausse de +9,9%* (+7,9%) par rapport à 2020.

Les frais de gestion sont de 4 203 millions d'euros en hausse de +3,1%* (+1,5%) par rapport à 2020. Le coefficient d'exploitation s'établit à 51,8% en 2021.

Le coût du risque est de 38 points de base en 2021 (soit 504 millions d'euros) ; il était de 96 points de base en 2020.

Le résultat net part du groupe s'élève à 2 082 millions d'euros en 2021 (+64,4%*, +59,7% par rapport à 2020) et la rentabilité sous-jacente ressort à un niveau élevé de 20,3% en 2021, par rapport à 12,4% en 2020.

Banque de détail à l'International

(En M EUR)

	2021	2020	Variation	
Produit net bancaire	5 000	4 902	2,0%	2,8%*
Frais de gestion	(2 914)	(2 870)	1,5%	2,5%*
Résultat brut d'exploitation	2 086	2 032	2,7%	3,3%*
Coût net du risque	(429)	(1 080)	-60,3%	-59,9%*
Résultat d'exploitation	1 657	952	74,1%	74,4%*
Quote-part des résultats net des entreprises mises en équivalence	0	0	n/s	n/s
Gains ou pertes nets sur autres actifs	18	4	x 4,5	x 4,7*
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	n/s	n/s
Impôts sur les bénéfices	(405)	(227)	78,4%	79,1%*
Résultat net	1 270	729	74,2%	74,5%*
<i>dont participations ne donnant pas le contrôle</i>	334	198	68,7%	67,3%*
Résultat net part du Groupe	936	531	76,3%	77,2%*
Coefficient d'exploitation	58,3%	58,5%		
Fonds propres moyens	5 750	5 882		

* À périmètre et taux de change constants.

Dans la Banque de détail à l'international, la production de crédits et de dépôts a confirmé au quatrième trimestre 2021 son rebond sur l'ensemble des zones géographiques. Les encours de crédits s'établissent à 93,6 milliards d'euros ; ils progressent de +6,0%* par rapport à la fin décembre 2020. Les encours de dépôts sont en hausse de +8,5%* par rapport à la fin décembre 2020 à 89,5 milliards d'euros.

Sur le périmètre Europe, les encours de crédits sont en hausse de +6,6%* par rapport à la fin décembre 2020 à 59,9 milliards d'euros, tirés par toutes les régions : +6,5%* en République tchèque, +11,1%* en Roumanie, et +5,4%* en Europe de l'Ouest. Les encours des dépôts sont en hausse de +6,0%* versus 2020 à 50,8 milliards d'euros.

En Russie, les encours de crédits enregistrent une progression de +13,3%* par rapport à la fin décembre 2020 avec une performance commerciale solide notamment sur les crédits immobiliers pour les

particuliers (+15%* sur un an) et sur le segment des entreprises (+22%* sur un an). Les encours de dépôts progressent significativement de +20,8%*.

En Afrique, dans le Bassin méditerranéen et en Outre-Mer, les encours de crédits progressent de +1,6%* en un an. Les encours de dépôts continuent sur leur bonne dynamique, en hausse de +7,7%*.

Dans la Banque de détail à l'International, le produit net bancaire s'élève à 5 000 millions d'euros en 2021, en hausse de +2,8%* par rapport à 2020 grâce à une remontée des taux d'intérêt, un bon dynamisme commercial et des commissions en croissance.

Dans la Banque de détail à l'international, les frais de gestion sont en hausse de +2,5%* (+1,5%) par rapport à 2020.

Assurances

(En M EUR)	2021	2020	Variation	
Produit net bancaire	963	887	8,6%	8,6%*
Frais de gestion	(373)	(356)	4,8%	4,8%*
Résultat brut d'exploitation	590	531	11,1%	11,1%*
Coût net du risque	0	0	n/s	n/s
Résultat d'exploitation	590	531	11,1%	11,1%*
Quote-part des résultats net des entreprises mises en équivalence	0	0	n/s	n/s
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(1)	0	n/s	n/s
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	n/s	n/s
Impôts sur les bénéfices	(165)	(165)	0,0%	0,0%*
Résultat net	424	366	15,8%	15,9%*
<i>dont participations ne donnant pas le contrôle</i>	3	3	0,0%	6,5%*
Résultat net part du Groupe	421	363	16,0%	16,0%*
Coefficient d'exploitation	38,7%	40,1%		
Fonds propres moyens	2 032	1 865		

* À périmètre et taux de change constants.

Dans l'activité Assurances, l'activité d'assurance vie-épargne bénéficie d'une augmentation des encours à la fin décembre 2021 de +7%* par rapport à la fin décembre 2020 pour atteindre 135 milliards d'euros avec une part d'unités de compte de 37%, en hausse de +4 points par rapport à décembre 2020.

L'activité Protection affiche une hausse de +5%* par rapport au T4-20. Les primes dommages sont en hausse de +8%* sur l'année 2021, tout comme l'activité de prévoyance (+3%* par rapport à 2020).

L'activité Assurances affiche une hausse du produit net bancaire de +8,6%* par rapport à 2020, à 963 millions d'euros en 2021.

Dans l'activité Assurances, les frais de gestion accompagnent les ambitions de développement et sont en hausse de +4,8%* par rapport à 2020.

Services Financiers

(En M EUR)	2021	2020	Variation	
Produit net bancaire	2 154	1 735	24,1%	32,0%*
Frais de gestion	(916)	(916)	0,0%	4,4%*
Résultat brut d'exploitation	1 238	819	51,2%	64,1%*
Coût net du risque	(75)	(185)	-59,5%	-56,3%*
Résultat d'exploitation	1 163	634	83,4%	99,8%*
Quote-part des résultats net des entreprises mises en équivalence	0	0	n/s	n/s
Gains ou pertes nets sur autres actifs	1	11	-90,9%	-90,9%*
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	n/s	n/s
Impôts sur les bénéfices	(270)	(139)	94,2%	x 2,2*
Résultat net	894	506	76,7%	90,8%*
<i>dont participations ne donnant pas le contrôle</i>	169	96	76,0%	79,3%*
Résultat net part du Groupe	725	410	76,8%	93,7%*
Coefficient d'exploitation	42,5%	52,8%		
Fonds propres moyens	2 444	2 730		

* À périmètre et taux de change constants.

Les Services Financiers affichent également une bonne dynamique. Le métier de location longue durée et de gestion de flottes de véhicules présente un parc de 1,7 million de contrats, dont 1,4 million de véhicules financés en croissance de +4,0% par rapport à la fin décembre 2020. Les activités de Financement de biens d'équipement professionnels enregistrent une production en hausse de +12,1%* par rapport à 2020 et des encours en progression de +1,1% par rapport à la fin décembre 2020, à 14,7 milliards d'euros (hors affacturage).

Dans les Services Financiers, le produit net bancaire est en forte hausse de +32,0%*, par rapport à 2020, à 2 154 millions d'euros. Cette performance est tirée notamment par les activités d'ALD qui enregistre une croissance soutenue de sa flotte et du résultat de vente de véhicules (1 422 euros par véhicule en 2021).

Dans les Services Financiers, les frais de gestion progressent de +4,4%* par rapport à 2020.

2.3.4 BANQUE DE GRANDE CLIENTÈLE ET SOLUTIONS INVESTISSEURS

(En M EUR)

	2021	2020	Variation	
Produit net bancaire	9 530	7 613	25,2%	26,1%*
Frais de gestion	(6 863)	(6 713)	2,2%	2,7%*
Résultat brut d'exploitation	2 667	900	x 3,0	x 3,0*
Coût net du risque	(86)	(922)	-90,7%	-90,5%*
Résultat d'exploitation	2 581	(22)	n/s	n/s
Quote-part des résultats net des entreprises mises en équivalence	4	4	0,0%	0,0%*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(10)	0	n/s	n/s
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	n/s	n/s
Impôts sur les bénéfices	(469)	100	n/s	n/s
Résultat net	2 106	82	x 25,7	x 27,8*
<i>dont participations ne donnant pas le contrôle</i>	30	25	20,0%	20,0%*
Résultat net part du Groupe	2 076	57	x 36,4	x 40,8*
Coefficient d'exploitation	72,0%	88,2%		
Fonds propres moyens	14 916	14 302		

* À périmètre et taux de change constants.

Sur l'année 2021, la Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs affiche des revenus en forte hausse de +25,2% par rapport à 2020, à 9 530 millions d'euros, portés par une dynamique très soutenue sur tous les métiers. Par rapport à l'année 2019, les revenus sont en hausse de +9,5%. Cette solide performance financière reflète la bonne exécution du plan stratégique présenté en mai 2021.

Sur l'année 2021, les frais de gestion ressortent à 6 863 millions d'euros, en hausse de +2,2% par rapport à 2020 en publié, et de +4,7% en sous-jacent (les frais de gestion incluaient une charge pour restructuration de 157 millions d'euros au T4-20). Cette hausse s'explique par l'augmentation des coûts variables liée à la croissance des résultats et des charges d'IFRIC 21. Grâce à un effet de ciseaux très positif, le coefficient d'exploitation est en nette amélioration de 14 points (72% versus 86% en sous-jacent en 2020).

Le coût du risque est de 5 points de base (soit 86 millions d'euros) par rapport à 57 points de base en 2020, intégrant -44 millions d'euros de provisionnement S1/S2 et 130 millions d'euros de provisionnement S3 (encours non performants).

Sur l'année 2021, le résultat net part du Groupe ressort à 2 076 millions d'euros.

La Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs affiche une forte rentabilité à 13,9% sur l'année 2021 (16,1% retraité de l'impact de la contribution au Fonds de Résolution Unique).

Activités de Marché et Services aux Investisseurs

(En M EUR)	2021	2020	Variation	
Produit net bancaire	5 648	4 164	35,6%	36,9%*
Frais de gestion	(4 315)	(4 337)	-0,5%	0,1%*
Résultat brut d'exploitation	1 333	(173)	n/s	n/s
Coût net du risque	(1)	(24)	-95,8%	-95,8%*
Résultat d'exploitation	1 332	(197)	n/s	n/s
Quote-part des résultats net des entreprises mises en équivalence	4	4	0,0%	0,0%*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(8)	11	n/s	n/s
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	n/s	n/s
Impôts sur les bénéfices	(281)	40	n/s	n/s
Résultat net	1 047	(142)	n/s	n/s
<i>dont participations ne donnant pas le contrôle</i>	27	23	17,4%	17,4%*
Résultat net part du Groupe	1 020	(165)	n/s	n/s
Coefficient d'exploitation	76,4%	104,2%		
Fonds propres moyens	7 967	7 960		

* À périmètre et taux de change constants.

Les Activités de Marché ont enregistré une très bonne performance sur l'année 2021 à 5 001 millions d'euros, en progression de +40,2% par rapport à une année 2020 fortement impactée par la crise sanitaire. En 2021, les conditions de marché ont été favorables sur le marché Actions et plus complexes sur les marchés de taux. La réduction du profil de risque des produits structurés a été achevée au premier semestre, en avance sur l'agenda annoncé.

L'activité Actions enregistre sa meilleure année depuis 2009, à 3 150 millions d'euros (contre 1 275 millions d'euros en 2020 et 2 502 millions d'euros en 2019), portée par les bonnes conditions de marché et le repositionnement réussi de l'offre des produits Investment Solutions.

Les activités Taux, Crédit et Change affichent des revenus à 1 851 millions d'euros sur l'année, en baisse de -19,2% par rapport à une année 2020 marquée par des conditions de marché exceptionnelles sur le premier semestre.

Les actifs en conservation du **Métier Titres** atteignent 4 586 milliards d'euros en hausse de 271 milliards d'euros sur l'année. Sur la même période, les actifs administrés sont en hausse de +59 milliards d'euros à 697 milliards d'euros.

Les revenus du Métier Titres affichent une nette progression sur l'année, avec des revenus en hausse de +8,4% par rapport à 2020, à 647 millions d'euros.

Financement et Conseil

(En M EUR)	2021	2020	Variation	
Produit net bancaire	2 924	2 546	14,8%	15,8%*
Frais de gestion	(1 746)	(1 563)	11,7%	12,4%*
Résultat brut d'exploitation	1 178	983	19,8%	21,2%*
Coût net du risque	(64)	(861)	-92,6%	-92,4%*
Résultat d'exploitation	1 114	122	x 9,1	x 8,8*
Quote-part des résultats net des entreprises mises en équivalence	0	0	n/s	n/s
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(1)	(3)	66,7%	66,7%*
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	n/s	n/s
Impôts sur les bénéfices	(158)	69	n/s	n/s
Résultat net	955	188	x 5,1	x 5,0*
<i>dont participations ne donnant pas le contrôle</i>	1	0	n/s	n/s
Résultat net part du Groupe	954	188	x 5,1	x 5,0*
Coefficient d'exploitation	59,7%	61,4%		
Fonds propres moyens	5 983	5 445		

* À périmètre et taux de change constants.

Les **Activités de Financement et Conseil** affichent la meilleure performance annuelle historique avec des revenus s'établissant à 2 924 millions d'euros, en hausse de +14,8% par rapport à 2020. Le métier a d'une part tiré profit des bonnes dynamiques du marché,

notamment sur la Banque d'Investissement, en tenant des rôles clés dans les grandes opérations de nos clients, et d'autre part, tiré profit d'une allocation additionnelle de capital.

Gestion d'Actifs et Banque Privée

(En M EUR)	2021	2020	Variation	
Produit net bancaire	958	903	6,1%	5,5%*
Frais de gestion	(802)	(813)	-1,4%	-2,0%*
Résultat brut d'exploitation	156	90	73,3%	73,3%*
Coût net du risque	(21)	(37)	-43,2%	-43,2%*
Résultat d'exploitation	135	53	x 2,5	x 2,5*
Quote-part des résultats nets des entreprises mises en équivalence	0	0	n/s	n/s
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(1)	(8)	87,5%	87,5%*
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	n/s	n/s
Impôts sur les bénéfices	(30)	(9)	x 3,3	x 3,3*
Résultat net	104	36	x 2,9	x 2,9*
<i>dont participations ne donnant pas le contrôle</i>	2	2	0,0%	0,0%*
Résultat net part du Groupe	102	34	x 3,0	x 3,0*
Coefficient d'exploitation	83,7%	90,0%		
Fonds propres moyens	961	892		

* À périmètre et taux de change constants.

Dans la **Gestion d'Actifs et Banque Privée**, le produit net bancaire de l'année 2021 s'inscrit à 958 millions d'euros, en hausse de +6,1% par rapport à 2020.

Sur l'année, la **Banque Privée** affiche une progression de ses revenus de +3,1% par rapport à 2020, à 699 millions d'euros (retraité d'un impact exceptionnel de +29 millions d'euros lié à une indemnité d'assurance reçue en 2020, il est en hausse de +7,7%). Le métier a

bénéficié d'une forte activité commerciale dans toutes les régions. La collecte nette s'élève à +7,7 milliards d'euros en 2021. Les actifs sous gestion s'établissent à 130 milliards d'euros. Ils ont progressé de +12% sur l'année.

Sur l'année, le produit net bancaire de **Lyxor** atteint 239 millions d'euros, en hausse de +15,5% par rapport à 2020. Les actifs sous gestion sont en hausse de +27% sur l'année, à 178 milliards d'euros.

2.3.5 HORS PÔLES

(En M EUR)	2021	2020	Variation
Produit net bancaire	374	(339)	n/s
Frais de gestion	(889)	(441)	x 2,0
Résultat brut d'exploitation	(515)	(780)	34,0%
Coût net du risque	(6)	(22)	-72,7%
Résultat d'exploitation	(521)	(802)	35,0%
Quote-part des résultats net des entreprises mises en équivalence	1	0	n/s
Gains ou pertes nets sur autres actifs	603	(185)	n/s
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	(114)	(684)	83,3%
Impôts sur les bénéfices	187	(482)	n/s
Résultat net	156	(2 153)	n/s
<i>dont participations ne donnant pas le contrôle</i>	165	132	25,0%
Résultat net part du Groupe	(9)	(2 285)	99,6%

Le Hors Pôles inclut :

- la gestion immobilière du siège social du Groupe ;
- le portefeuille de participations du Groupe ;
- les fonctions de centrale financière du Groupe ;
- certains coûts relatifs aux projets transversaux et certains coûts engagés par le Groupe et non refacturés aux métiers.

Le produit net bancaire du Hors Pôles s'élève à +374 millions d'euros en 2021 contre -339 millions d'euros en 2020.

Les frais de gestion s'élèvent à 889 millions d'euros en 2021 contre 441 millions d'euros en 2020. Ils intègrent les charges de transformation du Groupe pour un montant total de 379 millions d'euros portant sur les activités de Banque de détail en France (194 millions d'euros), de la Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs (99 millions d'euros) et du Hors Pôles (86 millions d'euros). Les coûts sous-jacents ressortent à 510 millions d'euros en 2021 par rapport à 388 millions d'euros en 2020.

Le résultat brut d'exploitation s'élève à -515 millions d'euros en 2021 contre -780 millions d'euros en 2020. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent ressort à -253 millions d'euros en 2021 contre -727 millions d'euros en 2020.

Le poste « gains ou pertes nets sur autres actifs » s'élève à +603 millions d'euros en 2021, contre -185 millions d'euros en 2020 et comprend le résultat de cession des activités de gestion d'actifs de Lyxor pour +439 millions d'euros et le résultat de cession du siège social du Crédit du Nord pour +185 million d'euros.

En 2021, le Groupe bénéficie d'une reconnaissance de 130 millions d'euros d'impôts différés actifs. Par ailleurs, la revue de la trajectoire financière de la banque de détail à l'international a conduit à une dépréciation d'écart d'acquisition pour -114 millions d'euros en 2021.

Le résultat net part du Groupe du Hors-Pôles s'élève à -9 millions d'euros en 2021 contre -2 285 millions d'euros en 2020.

2.3.6 DÉFINITIONS ET PRÉCISIONS MÉTHODOLOGIQUES, INDICATEURS ALTERNATIFS DE PERFORMANCE

Cadre applicable

Les éléments financiers présentés au titre de l'année 2021 ont été examinés par le Conseil d'administration en date du 9 février 2022 et ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne et applicable à cette date.

Allocation des fonds propres normatifs

En 2021, l'allocation des fonds propres normatifs aux métiers s'effectue sur la base de leur consommation en fonds propres déterminée selon les règles CRR (11% de leurs encours pondérés, complétés par la consommation de fonds propres *Common Equity Tier 1* qui leur est imputable, après prise en compte des participations ne donnant pas le contrôle, et ajustés de la consommation en capital liée aux activités d'assurance). Cette règle d'allocation des fonds propres s'applique ainsi pour les trois piliers d'activités du Groupe (Banque de détail en France, Banque de détail et Services Financiers Internationaux, Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs) et permet l'évaluation de la consommation en capital par activité ainsi que de leur niveau de rentabilité sur une base autonome et homogène, en tenant compte des contraintes réglementaires du Groupe.

Produit net bancaire

Le produit net bancaire (PNB) de chacun des pôles comprend :

- les revenus générés par son activité ;
- la rémunération des fonds propres normatifs qui lui sont alloués, calculée sur la base d'un taux long terme par devise. En contrepartie, afin d'assurer la comparabilité de la performance entre les divers métiers du Groupe, les fonds propres comptables sont rémunérés au Hors Pôles, à ce même taux.

Par ailleurs, les plus- et moins-values dégagées par les pôles sur des cessions de titres d'entités non consolidées ainsi que les résultats liés à la gestion du portefeuille de participations industrielles et bancaires du Groupe sont comptabilisés en produit net bancaire, ces titres étant comptablement classés parmi les actifs financiers disponibles à la vente.

Frais de gestion

Les frais de gestion des pôles d'activités correspondent aux éléments rapportés dans la Note 8.1 des états financiers consolidés au 31 décembre 2021 (cf. p.483 à 485) et comprennent leurs frais directs, les frais de structure du pôle, ainsi qu'une quote-part des frais de structure du Groupe, ceux-ci étant par principe réaffectés aux pôles en quasi-totalité. Ne restent inscrits dans le Hors Pôles que les frais liés aux activités de ce pôle et certains ajustements techniques.

Coefficient d'exploitation

Le coefficient d'exploitation rapporte les frais de gestion au produit net bancaire d'une activité. Cet indicateur donne une mesure de l'efficacité d'un dispositif (voir glossaire).

Ajustement IFRIC 21

L'ajustement IFRIC 21 corrige le résultat des charges constatées en comptabilité dans leur intégralité dès leur exigibilité (fait générateur) pour ne reconnaître que la part relative au trimestre en cours, soit un quart du total. Il consiste à lisser la charge ainsi constatée sur l'exercice afin de donner une idée plus économique des coûts réellement imputables à l'activité sur la période analysée. En effet, l'application de la norme IFRIC 21 conduit à enregistrer en une seule fois, au titre de la période du fait générateur, l'intégralité de la charge qui aurait été répartie sur sa durée d'utilisation dans le référentiel antérieur. Les contributions au Fonds de Résolution Unique (FRU) font partie des charges ajustées d'IFRIC 21, elles comprennent les contributions aux fonds de résolution nationaux au sein de l'UE.

Indicateurs sous-jacents

Le Groupe peut être conduit à présenter des indicateurs sous-jacents afin de faciliter la compréhension de sa performance réelle.

Le passage des données publiées aux données sous-jacentes est obtenu en retraçant des données publiées les éléments exceptionnels et l'ajustement IFRIC 21.

Par ailleurs, le Groupe retraite des revenus et résultats du pilier de Banque de détail en France les dotations ou reprises aux provisions

PEL/CEL. Cet ajustement permet de mieux identifier les revenus et résultats relatifs à l'activité du pilier, en excluant la part volatile liée aux engagements propres à l'épargne réglementée.

La réconciliation permettant de passer des données comptables publiées aux données sous-jacentes est exposée dans le tableau ci-dessous :

(En M EUR)	2021	2020	Variation
Produit Net Bancaire	25 798	22 113	16,7%
(+) Gain de réévaluation*	(117)	-	Hors Pôles
Produit Net Bancaire sous-jacent	25 681	22 113	16,1%
Frais de gestion⁽¹⁾	(17 590)	(16 714)	5,2%
(-) Charges de transformation*	(379)	(210)	Voir notes (2) et (3)
Frais de gestion sous-jacents	(17 211)	(16 504)	4,3%
Charge nette du risque	(700)	(3 306)	-78,8%
(-) Plan de recentrage*	-	(20)	Hors Pôles
Charge nette du risque sous-jacent	(700)	(3 286)	-78,7%
Gains ou pertes sur autres actifs	635	(12)	n/s
(-) Plan de recentrage*	-	(178)	Hors Pôles
(-) Plus-value immobilière Haussmann*	185	-	Hors Pôles
(-) Plus-value de cession Lyxor*	439	-	Hors Pôles
Gains ou pertes sur autres actifs sous-jacents	11	166	-93,4%
Quote-part des résultats net des entreprises mises en équivalence	6	3	100%
Dépréciation des écarts d'acquisition	(114)	(684)	83,3%
(-) Perte de valeur sur écart d'acquisition*	(114)	(684)	Hors Pôles
Dépréciation des écarts d'acquisition sous-jacents	0	0	n/s
Charge fiscale	(1 697)	(1 204)	41,0%
(-) Plan de recentrage*	-	(14)	Hors Pôles
(-) Gain de réévaluation*	(2)	-	Hors Pôles
(-) Charges de transformation*	104	63	Voir notes (2) et (3)
(-) Cession Lyxor*	(50)	-	Hors Pôles
(-) Reconnaissance/(Dépréciation) des impôts différés actifs*	130	(650)	Hors Pôles
(-) Plus-value immobilière Haussmann*	(53)	-	Hors Pôles
Charge fiscale sous-jacente	(1 826)	(603)	x 3,0
Résultat net part du Groupe	5 641	(258)	n/s
Effet en résultat net part du Groupe des retraitements mentionnés	(377)	(1 693)	
Résultat net part du Groupe sous-jacent	5 264	1 435	x 3,7

* Éléments exceptionnels.

(1) Correspond à la somme des postes suivants dans les états financiers : frais de personnel + autres frais administratifs + dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles.

(2) 2020 : Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs (-157 M EUR), Hors Pôles (-53 M EUR).

(3) 2021 : Banque de détail en France (-194 M EUR), Hors Pôles (-86 M EUR), Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs (-99 M EUR).

Coût du risque

Le coût net du risque est imputé aux différents pôles de façon à refléter pour chacun d'entre eux la charge du risque inhérente à leur activité, au cours de chaque exercice. Les dotations aux dépréciations et provisions concernant l'ensemble du Groupe sont inscrites en Hors Pôles.

Société Générale présente un coût net du risque commercial exprimé en points de base. Il est calculé en rapportant la dotation annuelle

nette aux provisions sur risques commerciaux à la moyenne des encours de fin de période des quatre trimestres précédant la clôture. Cet indicateur permet d'apprécier le niveau de risque de chacun des piliers en pourcentage des engagements de crédit bilanciaux, y compris locations simples. Les éléments déterminants de ce calcul sont indiqués dans les tableaux ci-après.

		2021	2020
Banque de détail en France	Coût net du risque (M EUR)	104	1 097
	Encours bruts de crédits (M EUR)	218 043	212 185
	Coût du risque en pb	5	52
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	Coût net du risque (M EUR)	504	1 265
	Encours bruts de crédits (M EUR)	133 321	132 082
	Coût du risque en pb	38	96
Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs	Coût net du risque (M EUR)	86	922
	Encours bruts de crédits (M EUR)	165 603	160 918
	Coût du risque en pb	5	57
Groupe Société Générale	Coût net du risque (M EUR)	700	3 306
	Encours bruts de crédits (M EUR)	530 801	516 797
	Coût du risque en pb	13	64

Encours douteux et taux de couverture

Les « encours douteux » correspondent aux encours en défaut au sens de la réglementation.

Le taux d'encours douteux rapporte les encours douteux inscrits au bilan aux encours bruts de crédit comptables.

Le taux de couverture des encours douteux est déterminé en rapportant les provisions constatées au titre du risque de crédit aux encours bruts identifiés comme en défaut au sens de la réglementation, sans tenir compte des éventuelles garanties apportées. Ce taux de couverture mesure le risque résiduel maximal associé aux encours en défaut (« douteux »).

Gains ou pertes nets sur autres actifs

Les gains ou pertes nets sur autres actifs enregistrent principalement les plus- et moins-values dégagées sur des cessions d'immobilisations d'exploitation ou lors de la perte de contrôle d'une filiale consolidée, ainsi que les écarts d'acquisition négatifs reconnus immédiatement en résultat lors de la prise de contrôle d'une entité et les écarts de réévaluation de l'éventuelle quote-part antérieurement détenue par le Groupe dans une entité dont il a pris le contrôle au cours de l'exercice.

Impôts sur les bénéfices

La position fiscale du Groupe fait l'objet d'une gestion centralisée.

Les impôts sur les bénéfices sont affectés à chacun des pôles d'activités en fonction d'un taux d'impôt normatif qui tient compte du taux d'imposition des pays dans lesquels sont exercées les activités, ainsi que de la nature de leurs revenus. La différence entre l'impôt des sociétés consolidées du Groupe et la somme des impôts normatifs des piliers est affectée au Hors Pôles.

ROE, ROTE

Le ROE et le ROTE du Groupe sont calculés sur la base des fonds propres moyens, c'est-à-dire des Capitaux propres moyens part du Groupe en IFRS.

En excluant :

- les gains ou pertes latents ou différés directement enregistrés en Capitaux propres hors réserves de conversion ;
- les titres super-subordonnés (« TSS ») ;
- les titres subordonnés à durée indéterminée (« TSDI ») reclassés en Capitaux propres.

En déduisant :

- les intérêts à verser aux porteurs des TSS et aux porteurs des TSDI reclassés ;
- une provision au titre des dividendes à verser aux actionnaires.

Pour le ROTE, sont exclus de manière additionnelle :

- les écarts d'acquisition nets moyens à l'actif, les écarts d'acquisition moyens sous-jacents aux participations dans les entreprises mises en équivalence ;
- les immobilisations incorporelles moyennes nettes.

Le résultat pris en compte pour calculer le ROE est déterminé sur la base du Résultat net part du Groupe en déduisant les intérêts à verser aux porteurs de titres super-subordonnés sur la période, depuis 2006, aux porteurs des TSS et TSDI reclassés.

Le résultat pris en compte pour calculer le ROTE est déterminé sur la base du Résultat net part du Groupe hors dépréciation des écarts d'acquisition, en réintégrant les intérêts sur les TSS sur la période (y compris frais d'émissions payés, sur la période, à des intervenants externes et charge de réescompte liée à la prime d'émission des TSS) et les intérêts sur les TSDI (y compris frais d'émissions payés, sur la période, à des intervenants externes et charge de réescompte liée à la prime d'émission des TSDI).

RONE

Le RONE (*Return on Normative Equity*) détermine le rendement sur Capitaux propres normatifs moyens alloués aux métiers du Groupe (cf. supra, allocation de capital). Le principe d'allocation en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2016 consiste à allouer à chacun des métiers des Capitaux propres normatifs correspondant à 11% des encours pondérés des métiers.

Les éléments déterminants du calcul de ces ratios sont présentés dans les tableaux ci-après.

(En M EUR, fin de période)	2021	2020
Capitaux propres part du Groupe*	65 067	61 710
Titres super-subordonnés (TSS)	(8 003)	(8 830)
Titres subordonnés à durée indéterminée (TSDI)		(264)
Intérêts nets d'impôts à verser sur TSS et TSDI, intérêts versés aux porteurs de TSS et TSDI, amortissements des primes d'émission	20	19
Gains et pertes latents enregistrés en Capitaux propres, hors réserves de conversion	(489)	(942)
Provision pour dividende	(2 286)	(467)
Fonds propres ROE*	54 310	51 227
Fonds propres ROE moyens*	52 634	52 091
Écarts d'acquisition moyens	(3 890)	(4 172)
Immobilisations incorporelles moyennes nettes	(2 584)	(2 432)
Fonds propres ROTE moyens*	46 160	45 487
Résultat net Part du Groupe (a)	5 641	(258)
Résultat net Part du Groupe sous-jacent (b)	5 264	1 435
Intérêts à verser sur TSS et TSDI, intérêts versés aux porteurs de TSS et TSDI, amortissements des primes d'émission (c)	(590)	(611)
Annulation des dépréciations d'écarts d'acquisitions (d)	337	684
Résultat net Part du Groupe corrigé (e) = (a) + (c) + (d)	5 388	(185)
Résultat net Part du Groupe sous-jacent corrigé (f) = (b) + (c)	4 674	824
Fonds propres ROTE moyens (g)*	46 160	45 487
ROTE (e/g)	11,7%	-0,4%
Fonds propres ROTE moyens (sous-jacent) (h)*	45 783	47 180
ROTE sous-jacent (f/h)	10,2%	1,7%

* Montants retraités par rapport aux états financiers publiés au titre de 2020 (cf. Note 1.7 des Etats financiers consolidés).

DÉTERMINATION DU RONE : FONDS PROPRES ALLOUÉS AUX MÉTIERS

(En M EUR)	2021	2020
Banque de détail en France	11 149	11 427
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	10 246	10 499
Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs	14 916	14 302

Bénéfice net par action

Conformément à la norme IAS 33, pour le calcul du bénéfice net par action, le « Résultat net part du Groupe » de la période est ajusté du montant, net d'effet fiscal, des plus ou moins-values sur les rachats partiels de titres émis classés en Capitaux propres, des frais de ces instruments de Capitaux propres et des intérêts les rémunérant.

Ce Bénéfice net par action est alors déterminé en rapportant le Résultat net part du Groupe de la période ainsi corrigé au nombre moyen d'actions ordinaires en circulation, hors actions propres et d'autocontrôle, mais y compris :

- a) les actions de *trading* détenus par le Groupe ;
- b) et les actions en solde du contrat de liquidité.

Le Groupe communique également son Bénéfice net par action sous-jacent, c'est-à-dire corrigé des éléments exceptionnels et de l'ajustement IFRIC 21.

	2021	2020
Actions existantes (moyenne, en milliers de titres)	853 371	853 371
Déductions (en milliers de titres)		
Titres en couverture des plans d'options d'achat et des actions gratuites attribuées aux salariés (moyenne, en milliers de titres)	3 861	2 987
Autres actions d'autodétention et d'autocontrôle (moyenne, en milliers de titres)	3 249	
Nombre de Titres retenus pour le calcul du BNPA⁽¹⁾	846 261	850 385
Résultat net part du Groupe (en M EUR)	5 641	(258)
Intérêts sur TSS et TSDI (en M EUR)	(590)	(611)
Plus-values nettes d'impôt sur rachats partiels (en M EUR)	0	0
Résultat net part du Groupe corrigé (en M EUR)	5 051	(869)
BNPA (en EUR)	5,97	(1,02)
BNPA sous-jacent⁽²⁾ (en EUR)	5,52	0,97

(1) Nombre d'actions pris en compte : nombre d'actions ordinaires émises au 31 décembre, hors actions propres et d'autocontrôle, mais y compris les actions de *trading* détenues par le Groupe.

(2) Retraité des éléments exceptionnels.

Actif net, actif net tangible

L'actif net correspond aux Capitaux propres part du Groupe, déduction faite :

- des TSS, des TSDI reclassés ; et
- des intérêts à verser aux porteurs de TSS et aux porteurs de TSDI, mais réintégrant la valeur comptable des actions de *trading* détenues par le Groupe et des actions en solde du contrat de liquidité.

L'actif net tangible est corrigé des écarts d'acquisition nets à l'actif, des écarts d'acquisition en mise en équivalence et des immobilisations incorporelles.

Pour la détermination de l'actif net par action ou de l'actif net tangible par action, le nombre d'actions pris en compte est le nombre d'actions ordinaires émises en fin de période, hors actions propres et d'autocontrôle, mais y compris :

- les actions de *trading* détenues par le Groupe ; et
- les actions en solde du contrat de liquidité.

	2021	2020
Capitaux propres part du Groupe (en M EUR)*	65 067	61 710
Titres Super Subordonnés (TSS) (en M EUR)	(8 003)	(8 830)
Titres Subordonnés à Durée Indéterminée (TSDI) (en M EUR)		(264)
Intérêts nets d'impôts à verser sur TSS et TSDI, intérêts versés aux porteurs de TSS et TSDI, amortissements des primes d'émission (en M EUR)	20	19
Valeur comptable des actions propres détenues dans le cadre des activités de <i>trading</i> (en M EUR)	37	301
Actif Net Comptable (en M EUR)*	57 121	52 936
Écarts d'acquisition (en M EUR)	(3 624)	(3 928)
Immobilisations incorporelles (en M EUR)	(2 733)	(2 484)
Actif Net Tangible (en M EUR)*	50 764	46 524
Nombre de titres retenus pour le calcul de l'ANA⁽¹⁾	831 162	848 859
Actif Net par Action (ANA) (en EUR)	68,7	62,4
Actif Net Tangible par Action (ANTA) (en EUR)	61,1	54,8

(1) En milliers de titres, le nombre d'actions pris en compte est le nombre d'actions ordinaires émises au 31 décembre, hors actions propres et d'autocontrôle mais y compris les actions de *trading* détenues par le Groupe. Conformément à la norme IAS 33, les données historiques par action antérieures à la date de détachement d'un DPS sont retraitées du coefficient d'ajustement correspondant à l'opération.

* Montants retraités par rapport aux états financiers publiés au titre de 2020 (cf. Note 1.7 des Etats financiers consolidés).

Fonds propres et ratios prudentiels

Les fonds propres *Common Equity Tier 1* du groupe Société Générale sont déterminés conformément aux règles CRR/CRD4 applicables.

Les ratios de solvabilité non phasés sont présentés *proforma* des résultats courus, nets de dividendes, de l'exercice en cours, sauf mention contraire.

Lorsqu'il est fait référence aux ratios phasés, ceux-ci intègrent les résultats de l'exercice en cours, sauf mention contraire.

Le ratio de levier est déterminé selon les règles CRR/CRD4 applicables intégrant les dispositions de l'acte délégué d'octobre 2014.

2.4 NOUVEAUX PRODUITS OU SERVICES IMPORTANTS LANCÉS

2.4.1 SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ÉMET LE PREMIER PRODUIT STRUCTURÉ AU FORMAT « SECURITY TOKEN » SUR UNE BLOCKCHAIN PUBLIQUE

Le 15 avril 2021, Société Générale a émis le premier produit structuré au format « Security Token » directement inscrit sur la blockchain publique Tezos. Ces titres ont été entièrement souscrits par Société Générale Assurances. Cette opération fait suite à une première émission obligataire de 100 millions d'euros de « Security Tokens » sur la blockchain Ethereum dont le règlement avait été réalisé en euros en avril 2019 et à une deuxième émission obligataire de 40 millions d'euros de « Security Tokens », cette fois réglée en Monnaie Digitale de Banque Centrale (MDBC) émise par la Banque de France en mai 2020. Cette transaction valide une nouvelle étape du développement de Société Générale – Forge, filiale régulée du groupe Société Générale, dont l'objet est d'offrir à compter de 2022 aux clients professionnels du Groupe des services de structuration, d'émission, d'échange et de conservation de cryptoactifs.

Cette nouvelle expérimentation, conforme aux meilleurs standards de marchés, démontre la faisabilité juridique, réglementaire et opérationnelle d'émissions d'instruments financiers complexes (produits structurés) sur une blockchain publique. Elle capitalise sur une technologie disruptive qui permet d'améliorer l'efficacité et la fluidité des transactions financières : capacités inédites de structuration produit, délais de mise sur le marché raccourcis, automatisation des opérations sur titres, transparence et rapidité accrues du transfert et du règlement des titres, et réduction des coûts et du nombre d'intermédiaires.

Grâce au modèle opérationnel innovant de Société Générale – Forge, les « Security Tokens » sont directement intégrables aux systèmes bancaires classiques interfacés à l'aide du format SWIFT. L'innovation est au cœur de la transformation digitale de Société Générale. Le Groupe s'est investi depuis plusieurs années dans de nombreuses initiatives dans le domaine des technologies blockchain et « Distributed Ledger », avec la volonté d'utiliser les technologies les plus innovantes et de créer des *business models* disruptifs pour toujours mieux servir ses clients.

2.4.2 SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ET KYRIBA S'ASSOCIENT POUR CRÉER UNE SOLUTION DE GESTION DE TRÉSORERIE DANS LE CLOUD

Les clients de Société Générale disposeront d'une solution complète de gestion de trésorerie (piloteage, gestion des paiements et de la fraude) s'appuyant sur la plateforme cloud de Kyriba.

Paris, 11 juin 2021 – Société Générale (la Banque), l'un des tout premiers groupes européens de services financiers, notamment dans

le domaine du *transaction banking*, et Kyriba, l'un des leaders mondiaux de la trésorerie, des paiements et des solutions de finance dans le cloud, annoncent la signature d'un accord de partenariat stratégique. Il prévoit la création d'une solution de gestion de trésorerie, d'automatisation des paiements et gestion de la fraude, destinée aux clients entreprises de la Banque et à leurs filiales. Intégralement dans le cloud, la solution s'appuiera sur la plateforme mondiale de Kyriba et sera commercialisée par Société Générale. Dans le but de simplifier la gestion quotidienne de la trésorerie des entreprises, Kyriba et Société Générale mettent en commun leurs expertises pour proposer les fonctionnalités suivantes :

- consultation en temps réel des positions de trésorerie et gestion prévisionnelle des flux de liquidité ;
- automatisation des paiements (création de fichiers de paiements de masse) ;
- gestion des pouvoirs bancaires et mandats ;
- gestion améliorée du risque de fraude ;
- connectivité multibancaire et ERP et gestion des processus de validations de paiements.

L'intégration de cette solution dans le cloud permet une implémentation et une mise à jour simplifiées. Elle sera disponible depuis SG Markets, portail digital pour la clientèle entreprise de la Banque.

En s'appuyant sur la plateforme cloud de Kyriba, les fonctionnalités proposées seront accessibles avec le même standard d'exigence et de qualité que celles proposées aux plus grandes entreprises mondiales, en termes de data management, de cybersécurité, de maîtrise des processus métier et d'avancée technologique.

La commercialisation sera assurée à partir du quatrième trimestre 2021, en commençant par le marché français.

Pour Alexandre Maymat, Directeur de Global Transaction and Payment Services chez Société Générale, « la gestion de trésorerie est un enjeu clé de la vie d'une entreprise, qu'il nous semble essentiel de faciliter au quotidien en proposant des outils simples, efficaces et sûrs. Cela est d'autant plus vrai dans un environnement de sortie de crise et pour des clients qui par leur taille sont parfois peu équipés en la matière. Car notre modèle en architecture ouverte nous permet de proposer à ces clients les meilleures solutions du marché, il nous a semblé tout naturel de nous associer à Kyriba dont les solutions sont connues pour leur robustesse et leur adaptabilité. Ce partenariat inaugure aussi d'autres collaborations que nous aurons à cœur de mener avec Kyriba pour toujours mieux anticiper et répondre aux besoins de nos clients ».

« Nous sommes très fiers de ce partenariat avec Société Générale. La crise récente a souligné le besoin pour les entreprises, de gérer la liquidité au plus près et de sécuriser leurs paiements. Nous pensons que cette offre conjointe leur permettra d'améliorer la façon dont elles tirent parti de leur cash et de leurs liquidités et de devenir plus résilientes, plus évolutives et plus compétitives. Les avancées technologiques de la plateforme d'Active Liquidity Management de Kyriba en matière d'intelligence artificielle et de temps réel les aideront à mieux résister et à profiter de chaque opportunité offerte par le marché. C'est une étape importante dans le développement de Kyriba, qui contribuera à alimenter sa croissance » a déclaré, Edi Poloniato, co-Head Banking Solutions, Kyriba.

* Autocall, sous programme Euro Medium Term Notes (EMTN), 5 M EUR.

2.4.3 SOCIÉTÉ GÉNÉRALE PRIVATE BANKING LANCE LA PREMIÈRE OFFRE DE GESTION SOUS MANDAT LABELLIÉE ISR*

- À ses clients désireux de déléguer la gestion de leurs investissements tout en intégrant les enjeux de développement durable, Société Générale Private Banking propose la première gestion sous mandat labellisée ISR en France.
- « 29 Haussmann Signature ISR » couvre les principales classes d'actifs, zones géographiques, segments de capitalisation et thématiques d'investissement.
- Cette nouvelle offre s'appuie sur l'expertise reconnue de SG 29 Haussmann**, la société de gestion de la banque, et de partenaires de renom tels que Mirova, DNCA Finance, La Financière de l'Échiquier, Amundi et BlackRock*.

Face aux défis environnementaux et sociétaux croissants, les clients souhaitent donner du sens à leur investissement. Pour répondre à ce besoin, Société Générale Private Banking France propose une nouvelle solution de gestion sous mandat « 29 Haussmann Signature ISR ».

Avec cette initiative pionnière, les clients ont l'assurance que leur mandat sera investi à tout moment à hauteur de 90% minimum dans des fonds ou ETFs disposant du label ISR.

Avec le mandat « 29 Haussmann Signature ISR », les clients investissent dans des fonds du groupe Société Générale labellisés ISR qui sélectionnent les entreprises à la fois au travers des critères financiers classiques, mais également de critères environnementaux, sociaux et de gouvernance.

Cette approche permet ainsi de mieux évaluer certains risques (risques climatiques, sanitaires...) et d'identifier les sources d'opportunités que représentent les enjeux du développement durable à moyen et long terme (énergies renouvelables, traitement des déchets, nouvelles technologies...).

Une solution conçue par les gérants de SG 29 Haussmann

Avec « 29 Haussmann Signature ISR », les clients délèguent la gestion de leurs investissements aux équipes de SG 29 Haussmann, experts des marchés financiers, qui pilotent leurs investissements dans l'objectif de générer une performance durable dans le temps.

Pour construire leurs portefeuilles, les gérants de SG 29 Haussmann s'appuient sur des fonds du groupe Société Générale et des ETFs labellisés ISR couvrant les différentes classes d'actifs, zones géographiques, segments de capitalisation et thématiques d'investissement.

« Nous avons fait le choix de compléter l'expertise de nos gérants en déléguant la gestion de certaines stratégies à des partenaires externes à qui nous avons fixé un cahier des charges reflétant notre approche ISR », explique Guillaume de Martel, Président Exécutif de SG

29 Haussmann. Cette nouvelle offre bénéficie ainsi de l'expertise en allocation de SG 29 Haussmann et donne accès à des stratégies d'investissements ISR reconnues au travers de ses équipes, mais également de grandes maisons de gestion telles que Mirova (Natixis Investment Managers), DNCA Finance, La Financière de l'Échiquier, Amundi et BlackRock*.

« En proposant à nos clients de contribuer à une économie plus vertueuse et plus durable, cette nouvelle gestion sous mandat labellisée ISR, pionnière en France, s'inscrit pleinement dans notre stratégie d'être une banque privée à impact positif et vient compléter un dispositif d'investissement responsable parmi les plus innovants et les plus complets du marché », ajoute Mathieu Vedrenne, Directeur de Société Générale Private Banking France.

2.4.4 BNP PARIBAS, CRÉDIT MUTUEL ET SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ÉTUDIENT LA MISE EN COMMUN DE LEURS AUTOMATES BANCAIRES AFIN D'ACCROÎTRE LEUR ACCESSIBILITÉ POUR LEURS CLIENTS

BNP Paribas, Crédit Mutuel⁽¹⁾ et Société Générale⁽²⁾ étudient un projet de mise en commun de leur réseau d'automates bancaires en France pour garantir, ensemble et durablement, le meilleur accès au libre-service bancaire et renforcer l'offre de services pour leurs clients. Ce partage permettrait aux clients des trois banques de bénéficier, gratuitement, d'un accès renforcé à l'intégralité des services proposés par leur banque sur les automates communs : dépôt et retrait d'espèces, dépôt de chèques, consultation de comptes, impression de RIB, etc.

Ce projet de mise en commun intervient alors même que les usages des services bancaires sont en pleine mutation et l'utilisation des chèques et espèces est en baisse continue. Une tendance qui s'est notamment accélérée avec la crise sanitaire⁽³⁾ conduisant à une explosion des paiements sans contact (+ 53% en 2020) et à une forte chute des retraits d'espèces (- 23% en 2020)⁽⁴⁾. La mise en commun des automates pourrait permettre de contribuer à pérenniser sur le long terme une très bonne accessibilité aux espèces en France. Le dispositif actuel permet à 99% de la population française d'accéder en moins de 15 minutes en voiture à un automate⁽⁵⁾.

L'étude portera une attention particulière à sécuriser l'implantation des automates dans les territoires ruraux et isolés réaffirmant ainsi l'engagement des trois enseignes en tant que banques territoriales et relationnelles. L'étude approfondie du projet va se dérouler d'ici la fin de l'année dans une démarche de concertation et de dialogue avec les parties prenantes des trois groupes bancaires – instances représentatives du personnel, collectivités... Le projet serait soumis à l'obtention des autorisations nécessaires des instances réglementaires compétentes.

* Le label ISR a été lancé par le Ministère de l'Économie et des Finances en août 2016. Il résulte d'un processus strict de labélisation mené par deux organismes indépendants (Afnor Certification et EY France). Le label vise à offrir une meilleure visibilité aux épargnants sur les produits ISR, tout en garantissant que leur gestion s'appuie sur des méthodologies solides avec une exigence de transparence forte et une information de qualité. Pour plus d'informations sur le label ISR, rendez-vous sur www.lelabelisr.fr.

** SG 29 Haussmann une société de gestion, filiale du groupe Société Générale, agréée par l'Autorité des Marchés Financiers en 2007.

(1) Réseaux bancaires de Crédit Mutuel Alliance Fédérale (Caisses locales des fédérations Crédit Mutuel Centre Est Europe, Sud-Est, Île-de-France, Savoie-Mont Blanc, Midi-Atlantique, Loire-Atlantique et Centre Ouest, Centre, Normandie, Dauphiné-Vivarais, Méditerranéen, Anjou, Massif Central, Antilles-Guyane ainsi que le réseau bancaire du CIC), Crédit Mutuel Nord Europe, Crédit Mutuel Maine-Anjou, Basse-Normandie et Crédit Mutuel Océan.

(2) Réseau Société Générale et les banques du groupe Crédit du Nord.

(3) Étude Ifop février 2021.

(4) Rapport d'activité du Groupement des Cartes Bancaires, 2020 vs 2019.

(5) Banque de France.

2.4.5 SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ASSURANCES LANCE « MATLA », UN PLAN D'ÉPARGNE RETRAITE INDIVIDUEL D'ORADÉA VIE POUR LES CLIENTS DE BOURSORAMA BANQUE

Oradéa Vie, compagnie d'assurance-vie de Société Générale Assurances dédiée aux partenariats, propose en exclusivité pour les clients de Boursorama Banque un plan d'épargne retraite individuel (PERin) accessible, modulaire et 100% digital.

Oradéa Vie met son expertise à disposition des clients de Boursorama Banque, en leur proposant une nouvelle offre innovante, en ligne avec la loi Pacte, pour les accompagner dans la préparation de leur retraite.

MATLA propose « Pilotage horizon retraite », une gestion adaptée à tous les profils d'investisseurs. Au travers de trois profils, cette gestion permet au client de déléguer le choix de son allocation à des experts pour tirer profit des opportunités des marchés financiers, en accédant à une sélection de supports 100% ISR (label Investissement Socialement Responsable créé par le Ministère de l'Économie et des Finances). Ces profils bénéficient d'une réallocation annuelle entre supports, en fonction des perspectives économiques et de l'environnement financier, pour une gestion évolutive de l'épargne.

Avec la gestion « Pilotage horizon retraite », le client profite également d'une sécurisation progressive de son investissement à l'approche de la retraite, en bénéficiant de tous les avantages du cadre de l'assurance-vie.

Les facteurs de différenciation de l'offre MATLA :

- une grande accessibilité : dès 150 euros pour les versements libres et 50 euros pour les versements programmés ;
- une gestion « Pilotage horizon retraite » confiée à Oradéa Vie et qui bénéficie des conseils en allocation et de l'expertise du gestionnaire d'actifs BlackRock ;
- un parcours de souscription 100% digital ;
- une gamme de supports ETF^{*} iShares de BlackRock 100% ISR ;
- une sécurisation progressive de l'épargne : à l'approche de la retraite, l'exposition au risque est progressivement réduite pour sécuriser l'épargne des clients ;
- une transparence totale sur les frais.

Philippe Perret, Directeur général de Société Générale Assurances déclare : « MATLA représente une nouvelle étape clé dans notre partenariat avec Boursorama et une véritable innovation sur le marché de l'assurance en France. Ce plan d'épargne retraite digital développé par Oradéa Vie illustre la capacité de Société Générale Assurances de développer des offres innovantes, qui répondent à l'évolution des usages des clients, en proposant une expérience client exceptionnelle. »

Il est rappelé que les supports en unités de compte présentent un risque de perte en capital.

2.4.6 ALD AUTOMOTIVE LANCE UNE OFFRE DE LOCATION LONGUE DURÉE POUR TESLA EN EUROPE

ALD Automotive, leader de la location longue durée en Europe, a lancé une offre de location longue durée pour l'ensemble de la gamme Tesla auprès des grandes entreprises ainsi que des petites et moyennes entreprises dans 16 pays européens^{**}.

ALD Automotive est le partenaire privilégié de Tesla en matière de location longue durée en Europe. Les clients peuvent désormais bénéficier d'une offre de location longue durée pour les Model 3, Model Y, Model S et Model X. Tous les modèles bénéficient de services de gestion des pneus, d'assistance dépannage, d'assurance et d'immatriculation du véhicule. La maintenance est assurée par Tesla dans ses agences, dans toute l'Europe. Les véhicules sont disponibles avec des durées et des kilométrages flexibles et peuvent être personnalisés directement sur le site internet de Tesla. La location est gérée par ALD Automotive pour la durée du contrat.

Les particuliers ont également accès à l'offre de location longue durée pour toute la gamme complète des modèles Tesla en France, en Finlande, en Irlande, aux Pays-Bas et au Danemark.

« Nous sommes fiers de lancer cette nouvelle offre de location longue durée accessible et flexible pour l'ensemble des véhicules électriques Tesla à tous les clients en Europe », confirme John Saffrett, Directeur général délégué d'ALD. « Cela contribue à notre stratégie de croissance durable en tant qu'acteur clé de la transition énergétique et soutient pleinement notre engagement à fournir des solutions de mobilité innovantes. »

* ETF : Exchange-Traded Fund sont des produits financiers qui permettent d'investir avec efficacité et transparence sur toutes les classes d'actifs cotées. Chaque ETF a pour objectif de reproduire la performance, positive ou négative, de son indice de référence.

** Pays : Autriche, Belgique, Danemark, Irlande, Italie, Finlande, France, Allemagne, Luxembourg, Pays-Bas, Norvège, Portugal, Espagne, Suède, Suisse et Royaume-Uni.

2.5 ANALYSE DU BILAN CONSOLIDÉ

ACTIF

(En Md EUR)	31.12.2021	31.12.2020
Caisse et banques centrales	180,0	168,1
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	342,7	429,5
Instruments dérivés de couverture	13,2	20,7
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	43,5	52,1
Titres au coût amorti	19,4	15,6
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti	56,0	53,4
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	497,2	448,8
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	0,1	0,4
Placements des activités d'assurance	178,9	166,9
Actifs d'impôts	4,8	5,0
Autres actifs	92,9	67,3
Actifs non courants destinés à être cédés	0,0	0
Participations dans les entreprises mises en équivalence	0,1	0,1
Immobilisations corporelles et incorporelles	32,0	30,1
Écarts d'acquisition	3,7	4,0
TOTAL	1 464,5	1 462,0

PASSIF

(En Md EUR)	31.12.2021	31.12.2020
Banques centrales	5,2	1,5
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	307,6	390,2
Instruments dérivés de couverture	10,4	12,5
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	135,3	135,6
Dettes envers la clientèle	139,2	456,1
Dettes représentées par un titre	509,1	139,0
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	2,8	7,7
Passifs d'impôts	1,6	1,2
Autres passifs	106,3	84,9
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	0,0	-
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance	155,3	146,1
Provisions	4,8	4,8
Dettes subordonnées	16,0	15,4
Capitaux propres part du Groupe	65,1	61,7
Participations ne donnant pas le contrôle	5,8	5,3
TOTAL	1 464,5	1 462,0

2.5.1 PRINCIPALES ÉVOLUTIONS DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les principales variations du périmètre de consolidation retenues au 31 décembre 2021 par rapport au périmètre du 31 décembre 2020 sont les suivantes :

- Cession des activités de gestion d'actifs opérées par Lyxor.

Le 31 décembre 2021, le Groupe a finalisé avec Amundi la cession des activités de gestion d'actifs opérées par Lyxor. Cette cession couvre les activités de gestion passive (ETF) et active (y compris alternative) que Lyxor réalise pour des clients institutionnels en France et à l'international et inclut les fonctions commerciales et de support dédiées à ces activités.

Cette cession a entraîné une réduction du total bilan du Groupe de 0,4 milliard d'euros dont une baisse de 223 millions d'euros de l'écart d'acquisition affectée à l'UGT Gestion d'Actifs et Banque Privée.

La plus-value de cession avant impôts, enregistrée en Gains ou pertes nets sur autres actifs dans le résultat de l'année 2021, s'élève à 439 millions d'euros.

2.5.2 VARIATIONS SUR LES POSTES SIGNIFICATIFS DU BILAN CONSOLIDÉ

Le poste **Caisse et banques centrales** à l'actif augmente de 11,9 Md EUR (+7,1%) par rapport au 31 décembre 2020, en lien avec la reprise de l'activité.

Les **banques Centrales** au passif augmentent de 3,7 Md EUR (+246,7%) par rapport au 31 décembre 2020 principalement dû à l'augmentation des emprunts au jour le jour.

Les **actifs financiers à la juste valeur par résultat** diminuent de 69,2 Md EUR (-16,8%) par rapport au 31 décembre 2020. Cette évolution résulte d'une baisse des pensions livrées pour 37,9 Md EUR, une baisse des dérivés de transaction pour 33,6 Md EUR, une baisse des obligations et autres titres de dettes pour 7,8 Md EUR, une baisse des prêts, créances et autres actifs de transaction pour 3,6 Md EUR, une baisse actifs financiers évalués obligatoirement à la juste valeur par résultat pour 2,3 Md EUR, compensées par une hausse des actions et autres instruments de capitaux propres pour 16 Md EUR.

Les **passifs financiers à la juste valeur par résultat** diminuent de 65,1 Md EUR (-17,5%) par rapport au 31 décembre 2020. Cette évolution résulte principalement d'une baisse des emprunts et pensions livrées pour 36 Md EUR, d'une baisse des instruments dérivés de transaction pour 35 Md EUR, d'une baisse des instruments financiers à la juste valeur par résultat sur option pour 5,9 Md EUR, partiellement compensées par une hausse des dettes sur titres empruntés pour 13,7 Md EUR.

Les **actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres** diminuent de 8,6 Md EUR (-16,8%) par rapport au 31 décembre 2020, du fait de la baisse des titres de dettes (dont -5,3 Md EUR liés aux effets publics et -3,3 Md EUR liés aux obligations).

Les **prêts et créances sur la clientèle**, enregistrés au coût amorti, augmentent de 48,4 Md EUR (+10,8%) par rapport au 31 décembre 2020, principalement expliqués par la hausse des crédits sur la clientèle pour 36,6 Md EUR (dont 11 Md EUR de crédits de trésorerie ; 9,6 Md EUR de crédits à l'habitat et 8,3 Md EUR de prêt à la clientèle financières) et la hausse des comptes ordinaires débiteurs pour 10,6 Md EUR.

Les **dettes envers la clientèle** augmentent de 53 Md EUR (+11,6%) par rapport au 31 décembre 2020, du fait d'une hausse des dépôts

clientèle à vue pour 39,5 Md EUR, d'une hausse des comptes d'épargne à régime spécial pour 8,9 Md EUR et d'une hausse des dépôts clientèles à terme pour 3,5 Md EUR.

Les **placements des activités d'assurance** augmentent de 12 Md EUR (+7,2%) par rapport au 31 décembre 2020, dû à la hausse des actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat pour +13,9 Md EUR.

Les **passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance** augmentent de 9,2 Md EUR (+6,3%) par rapport au 31 décembre 2020, du fait de la hausse des provisions techniques des compagnies d'assurances en lien avec les conditions de marché.

Les **autres actifs** augmentent de 25,6 Md EUR (+38%) par rapport au 31 décembre 2020, principalement dû à la hausse des dépôts de garantie versés.

Les **autres passifs** augmentent de 21,4 Md EUR (+25,2%) par rapport au 31 décembre 2020. Cette évolution s'explique par une hausse des dépôts de garantie reçus pour 16,9 Md EUR, une hausse des comptes de règlement créditeurs des opérations sur titres pour +1,2 Md EUR et une hausse des autres créditeurs divers pour +2,3 Md EUR.

Les capitaux propres part du Groupe s'élèvent à 65,1 Md EUR au 31 décembre 2021 contre 61,7 Md EUR au 31 décembre 2020. Cette évolution résulte principalement des éléments suivants :

- résultat part du Groupe pour l'année 2021 : 5,6 Md EUR ;
- émissions et remboursements des TSS et TSDI : -1,7 Md EUR ;
- rémunération des TSS et TSDI : -0,6 Md EUR ;
- détention d'actions propres : -0,5 Md EUR ;
- distribution de dividendes : -0,5 Md EUR ;
- gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres : +1,1 Md EUR.

Après intégration des participations ne donnant pas le contrôle (5,8 Md EUR), les capitaux propres du Groupe s'élèvent à 70,9 Md EUR au 31 décembre 2021.

2.6 POLITIQUE FINANCIÈRE

L'objectif de la politique financière du Groupe est d'optimiser l'utilisation des fonds propres pour maximiser le rendement à court et long terme pour l'actionnaire, tout en maintenant un niveau des ratios de capital (ratios *Common Equity Tier 1*, *Tier 1* et Ratio Global) cohérent avec le statut boursier du titre et le rating cible du Groupe.

Le Groupe a lancé un effort important d'adaptation depuis 2010, tant par l'accent mis au renforcement des fonds propres qu'à une gestion stricte des ressources rares (capital et liquidité) et au pilotage rapproché des risques afin d'appliquer les évolutions réglementaires liées au déploiement des nouvelles réglementations « Bâle 3 ».

2.6.1 CAPITAUX PROPRES DU GROUPE

Au 31 décembre 2021, les capitaux propres part du Groupe s'élèvent à 65,1 milliards d'euros, l'actif net par action à 68,72 euros et l'actif net tangible par action à 61,08 euros selon la méthodologie présentée dans le chapitre 2 du présent Document d'enregistrement universel, en page 46. Les capitaux propres comptables incluent 8,0 milliards d'euros de titres super-subordonnés.

Au 31 décembre 2021, Société Générale détient au total (de manière directe et indirecte) 22,2 millions d'actions Société Générale, soit 2,61% du capital (hors actions détenues dans le cadre des activités de trading).

Aucune transaction n'a été effectuée au cours de l'année 2021 à l'achat ou à la vente dans le cadre du contrat de liquidité conclu le 22 août 2011 avec un prestataire de services d'investissement externe.

Les informations relatives au capital et à l'actionariat du Groupe sont disponibles dans le chapitre 7 du présent Document d'enregistrement universel, respectivement page 617 et suivantes.

2.6.2 RATIOS DE SOLVABILITÉ

Dans le cadre de la gestion de ses fonds propres, le Groupe veille à ce que son niveau de solvabilité soit toujours compatible avec ses objectifs stratégiques et ses obligations réglementaires.

Le Groupe est par ailleurs attentif à ce que son ratio global de solvabilité (*Common Equity Tier 1* + titres hybrides reconnus en *Additional Tier 1* et *Tier 2*) offre un coussin de sécurité suffisant aux prêteurs seniors *unsecured*.

Le ratio *Common Equity Tier 1* phasé s'établit au 31 décembre 2021 à 13,7%⁽¹⁾ ; il était de 13,4% au 31 décembre 2020.

Le ratio de levier, selon les règles CRR2 applicables depuis juin 2021 s'élève à 4,9% au 31 décembre 2021.

Le ratio *Tier 1* est de 15,9%⁽²⁾ et le ratio global de solvabilité s'établit à 18,8%⁽²⁾ à fin 2021, au-dessus des exigences réglementaires.

Le ratio TLAC (Total Loss-Absorbing Capacity) sur les RWAs s'établit à 31,1%⁽²⁾, en utilisant l'option des dettes senior préférées dans la limite de 2,5% des expositions pondérées et sur l'exposition levier à 9,5%, à fin 2021. Au 31 décembre 2021, le Groupe est aussi au-dessus de ses exigences MREL.

(1) Incluant un effet de +16 points de base au titre du phasage d'IFRS 9. Hors cet effet, le ratio CET1 est de 13,6%.

(2) Ratio phasé.

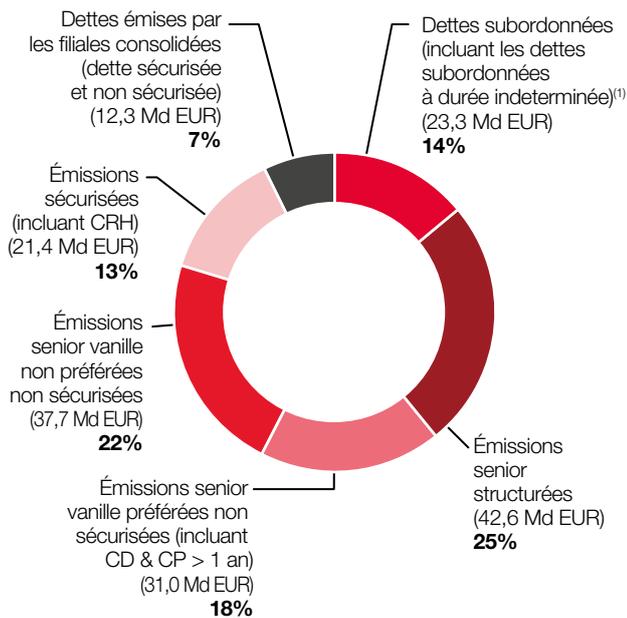
2.6.3 SITUATION D'ENDETTEMENT DU GROUPE

La politique d'endettement du Groupe repose sur deux principes :

- d'une part, maintenir une politique active de diversification des sources de refinancement du groupe Société Générale afin d'en garantir la stabilité ;

- d'autre part, adopter une structure de refinancement du Groupe telle que les maturités des actifs et des passifs soient cohérentes.

ENDETTEMENT LONG TERME DU GROUPE AU 31 DÉCEMBRE 2021 : 168,4 MD EUR*



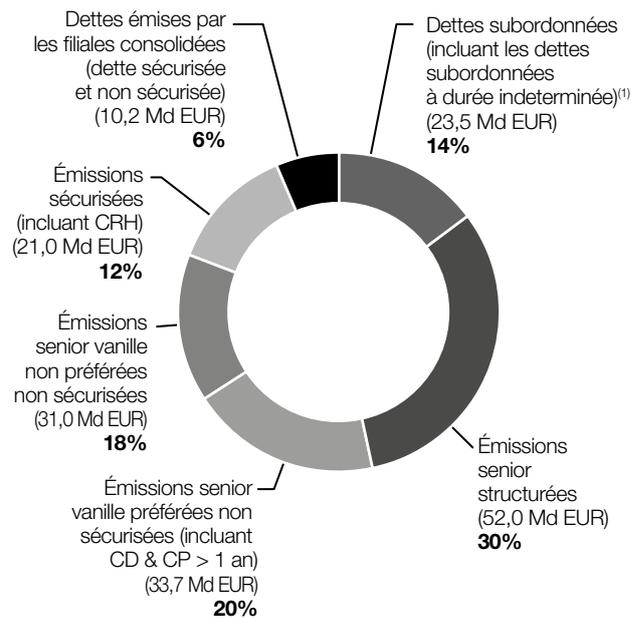
* L'endettement court terme du Groupe s'élevait à 43,5 milliards d'euros au 31 décembre 2021 (dont 12,1 milliards d'euros au titre des conduits).

(1) Dont 7,5 milliards d'euros inscrits parmi les instruments de Capitaux propres en comptabilité (cf. tableau d'évolution des Capitaux propres des états financiers consolidés).

À ces ressources s'ajoutent :

- des financements au moyen de prêts-emprunts de titres ou de pensions livrées évalués à la juste valeur par résultat pour 130,6 milliards d'euros au 31 décembre 2021, contre 152,9 milliards d'euros au 31 décembre 2020 (cf. Note 3.1 des états financiers consolidés), qui ne sont pas repris dans ce graphique. La politique d'endettement du groupe Société Générale a pour but non seulement d'assurer le financement de la croissance des activités

ENDETTEMENT LONG TERME DU GROUPE AU 31 DÉCEMBRE 2020 : 171,3 MD EUR*



* L'endettement court terme du Groupe s'élevait à 51,4 milliards d'euros au 31 décembre 2020 (dont 10,1 milliards d'euros au titre des conduits).

(1) Dont 9,3 milliards d'euros inscrits parmi les instruments de Capitaux propres en comptabilité (cf. tableau d'évolution des Capitaux propres des états financiers consolidés).

commerciales des métiers ainsi que le renouvellement de la dette arrivant à maturité, mais également de maintenir des échéanciers de remboursements compatibles avec la capacité d'accès au marché du Groupe et sa croissance future ;

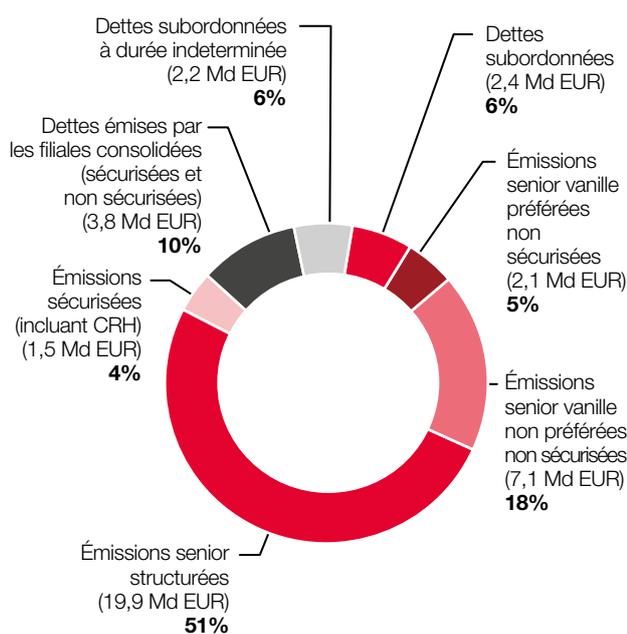
- des titrisations et autres émissions sécurisées (10,5 milliards d'euros à fin 2021 et 3,1 milliards d'euros à fin 2020).

Ainsi, le plan de financement à long terme du Groupe, exécuté de manière progressive et coordonnée au cours de l'année suivant une politique d'émission non opportuniste, vise à maintenir une position de liquidité excédentaire sur le moyen-long terme.

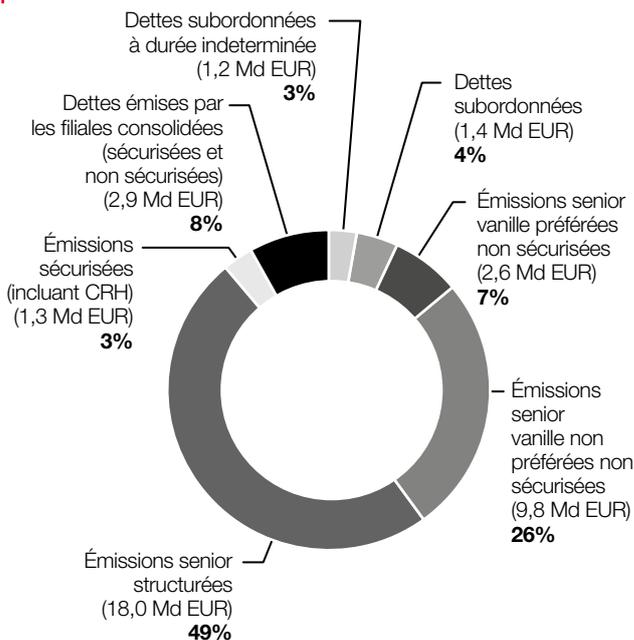
À fin 2021, la liquidité levée au titre du programme de financement 2021 s'élevait à 39,1 milliards d'euros en dette senior et subordonnée. Au niveau de la maison mère, 35,3 milliards d'euros avaient été levés au 31 décembre 2021.

Les sources de refinancement se répartissent entre 7,1 milliards d'euros d'émissions senior vanille non préférées non sécurisées, 2,1 milliards d'euros d'émissions senior vanille préférées non sécurisées, 19,9 milliards d'euros d'émissions senior structurées, 1,5 milliards d'euros d'émissions sécurisées (SG SFH), 2,4 milliards d'euros d'émissions subordonnées Tier 2 et 2,2 milliards d'euros d'émissions subordonnées à durée indéterminée. Au niveau des filiales, 3,8 milliards d'euros avaient été levés au 31 décembre 2021.

PROGRAMME DE FINANCEMENT 2021 : 39,1 MD EUR



PROGRAMME DE FINANCEMENT 2020 : 37,2 MD EUR



2.6.4 NOTATIONS LONG TERME, COURT TERME, NOTES DE CONTREPARTIE ET ÉVOLUTIONS AU COURS DE L'EXERCICE

Le tableau ci-après résume les notes de contrepartie et les notations senior long terme et court terme de Société Générale au 31 décembre 2021 :

	FitchRatings	Moody's	R&I	Standard & Poor's
Note de contrepartie long terme/court terme	A (dcr)/F1	A1 (CR)/P-1 (CR)	n/a	A/A-1
Notation senior long terme préférée	A (Stable)	A1 (Stable)	A (Stable)	A (Stable)
Notation senior court terme	F1	P-1	n/a	A-1

Au cours de l'exercice 2021, Standard & Poor's a revu la perspective de la notation long terme du Groupe à « stable » et a confirmé les notations au niveau de « A/A-1 » le 24 juin. Ce changement a conduit à passer à « stable » la perspective des notations des filiales cœur du Groupe.

2.7 PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS ET CESSIONS EFFECTUÉS

Le Groupe a poursuivi une politique d'acquisitions et de cessions ciblées conforme à ses objectifs de recentrage et de gestion des ressources rares.

Métier	Description des investissements
Année 2021	
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	Acquisition de Fleetpool, leader des solutions de location de flotte de moins d'un an en Allemagne.
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	Acquisition de la filiale spécialisée dans la LLD de Banco Sabadell (Bansabadell Renting) et mise en place d'un accord exclusif de distribution en marque blanche avec Banco Sabadell.
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	Prise de participation de 17% par ALD dans la start-up Skipr, spécialiste du Mobility as a Service.
Année 2020	
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	Acquisition de Reezocar, plateforme française spécialisée dans la vente en ligne de voitures d'occasion auprès de particuliers.
Banque de détail en France	Acquisition de Shine, néobanque spécialisée sur les segments professionnels et PME.
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	Acquisition de Socalfi, entité spécialisée dans le crédit à la consommation en Nouvelle-Calédonie.
Banque de détail en France	Acquisition par Franfinance d'ITL, spécialiste en France de la location d'équipements dans les secteurs de l'environnement, de l'industrie et de la santé.
Année 2019	
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	Acquisition par ALD de Sternlease (location longue durée de véhicules aux Pays-Bas).
Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs	Acquisition des activités « Equity Capital Markets and Commodities » de Commerzbank.
Banque de détail en France	Acquisition de Treezor, plate-forme pionnière du Bank-as-a-Service en France.

Métier	Description des cessions
Année 2021	
Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs	Cession de Lyxor, spécialiste européen de la gestion d'actifs.
Année 2020	
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	Cession de SG Finans AS, société spécialisée dans le financement d'équipements et d'affacturage en Norvège, en Suède et au Danemark.
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	Cession de Société Générale de Banque aux Antilles.
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	Cession par ALD de l'intégralité de sa participation dans ALD Fortune (50%), en Chine.
Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs	Cession des activités de conservation, de banque dépositaire et de compensation de dérivés opérées en Afrique du Sud.
Année 2019	
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	Cession de SKB Banka en Slovaquie.
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	Cession de Pema GmbH, société de location de camions et de remorques en Allemagne.
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	Cession de l'intégralité de la participation dans Ohridska Banka SG en Macédoine.
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	Cession de Société Générale Serbja en Serbie.
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	Cession de Société Générale Monténégro.
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	Cession de Mobiasbanka en Moldavie.
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	Cession d'Inora Life en Irlande.
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	Cession d'Eurobank en Pologne.
Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs	Cession de SG Private Banking Belgium en Belgique.
Banque de détail en France	Cession de Self Trade Bank S.A.U. en Espagne.
Banque de détail en France	Cession de l'intégralité de la participation dans La Banque Postale Financement (35%).
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	Cession de SG Express Bank en Bulgarie.
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	Cession de SG Albania en Albanie.

2.8 ACQUISITIONS EN COURS ET CONTRATS IMPORTANTS

2.8.1 FINANCEMENT DES PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS EN COURS

Les investissements en cours seront financés par les modes de financement habituels et récurrents du Groupe.

2.8.2 ACQUISITIONS ET CESSIONS EN COURS

Le 6 janvier 2022, le Groupe a annoncé la signature par Société Générale et ALD de deux Memorandums of Understanding distincts prévoyant l'acquisition par ALD de 100% du capital de LeasePlan. L'opération devrait être finalisée d'ici la fin de l'année 2022.

Le 1er février 2022, Société Générale a annoncé la signature par Boursorama d'un protocole d'accord (Memorandum of Understanding) avec ING en vue de proposer aux clients de sa banque en ligne en France la meilleure solution bancaire alternative, avec un parcours et des conditions d'accompagnement dédiés. Un accord définitif devrait être conclu au plus tard en avril 2022.

2.9 PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES ET ÉQUIPEMENTS

La valeur brute totale des immobilisations corporelles du groupe Société Générale s'élève au 31 décembre 2021 à 45,7 milliard d'euros. Elle comprend la valeur des terrains et constructions pour 5,4 milliard d'euros, de droits d'utilisations pour 3,2 milliard d'euros, des actifs de location simple des sociétés de financement spécialisés pour 31,1 milliard d'euros, et des autres immobilisations corporelles pour 6 milliard d'euros.

La valeur nette des immobilisations corporelles d'exploitation, des immeubles de placement du groupe et du droit d'utilisation de la Société Générale s'élève à 29,2 milliard d'euros, soit seulement 2% du total de bilan consolidé au 31 décembre 2021.

De fait, de part la nature des activités de Société Générale, les propriétés immobilières et les équipements représentent peu à l'échelle du Groupe.

2.10 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Le 6 janvier 2022, le Groupe a annoncé la signature par Société Générale et ALD de deux Memorandums of Understanding distincts prévoyant l'acquisition par ALD de 100% du capital de LeasePlan auprès d'un consortium mené par TDR Capital. L'opération devrait être finalisée d'ici fin 2022.

Le 1^{er} février 2022, Société Générale a annoncé la signature par Boursorama d'un protocole d'accord (Memorandum of Understanding) avec ING en vue de proposer aux clients de sa banque en ligne en France la meilleure solution bancaire alternative, avec un parcours et des conditions d'accompagnement dédiés. L'intention des deux parties est de parvenir à un accord définitif au plus tard en avril 2022.

Le 3 mars 2022, Société Générale a communiqué sur la situation du Groupe en Ukraine et en Russie. Société Générale assure un suivi constant et rapproché de la situation en Ukraine et en Russie, en veillant à accompagner ses clients et l'ensemble de ses collaborateurs avec la plus grande attention.

Société Générale respecte de façon rigoureuse les réglementations en vigueur et met en œuvre avec diligence les mesures nécessaires afin d'appliquer strictement, dès leur publication, les sanctions internationales.

Le Groupe précise aujourd'hui que :

- son exposition à la Russie⁽¹⁾ est limitée à 1,7% de l'exposition totale du Groupe, soit 18,6 milliards d'euros au 31 décembre 2021, dont 15,4 milliards (soit 83 %) comptabilisés dans sa filiale Rosbank ;
- en 2021, les activités localisées en Russie ont représenté 2,8% du produit net bancaire et 2,7% du résultat net⁽²⁾ du Groupe ;
- le Groupe assure avec la plus grande prudence et sélectivité la conduite de ses activités en Russie, avec pour priorités la réduction de ses risques et la préservation de la liquidité de sa filiale, en maintenant une collecte de dépôts diversifiée ;
- avec un ratio CET1 de 13,7% au 31 décembre 2021, soit une marge de manœuvre d'environ 470 points de base au-dessus de l'exigence réglementaire, le Groupe est tout à fait en mesure d'absorber les conséquences d'un éventuel scénario extrême qui affecterait les droits de propriété sur ses actifs bancaires en Russie, dont l'impact en capital est estimé à environ -50 points de base de ratio de capital CET1 et ne remettrait pas en cause le versement du dividende au titre de l'exercice 2021.

(1) « Exposure at default » bilantielle et hors bilantielle sur des contreparties russes, filiales de groupe russe ou des contreparties ayant des actifs majoritairement localisés en Russie, hors risque de contrepartie sur opérations de marché dont le montant est limité.

(2) Résultat Net Part du Groupe (RNPG) publié.

En suivant avec la plus grande attention le développement de la situation en Ukraine et en Russie, le Groupe s'attache à accompagner ses clients et l'ensemble de ses collaborateurs. Société Générale respecte de façon rigoureuse les réglementations en vigueur et met en œuvre avec diligence les mesures nécessaires afin d'appliquer strictement, dès leur publication, les sanctions internationales.

Au niveau du Groupe, l'exposition à la Russie⁽¹⁾ représente 1,7% de l'exposition totale, soit 18,6 milliards d'euros au 31 décembre 2021 sur la base des cours de change à cette date. Elle se répartit entre 15,4 milliards d'euros d'exposition comptabilisée dans SG Russie⁽²⁾ (« Expositions On-shore ») et 3,2 milliards d'euros d'exposition comptabilisée en dehors de Russie (« Expositions Off-shore »), dont 2,6 milliards d'euros au bilan.

Les activités localisées en Russie (SG Russie⁽²⁾) représentent 2,8% du produit net bancaire du Groupe en 2021 et 2,7% du résultat net⁽³⁾. Elles concernent principalement notre filiale bancaire Rosbank, détenue à 99,97% par le Groupe. Celle-ci dispose d'une position de capital solide, avec un ratio de CET1 de 10,74%, soit 274 points de base au-dessus de l'exigence réglementaire locale, et opère de manière autonome en matière de liquidité, avec un ratio de crédits sur dépôts d'environ 80% au 31 décembre 2021. Ces expositions sont largement libellées en devise locale, à hauteur de 99,7% sur les particuliers et de 68% sur les entreprises. Elles se décomposent de la manière suivante :

- les encours auprès de la clientèle de particuliers représentent environ 41% de l'exposition totale de SG Russie⁽²⁾. Ils sont sécurisés à hauteur de 70% : il s'agit de prêts immobiliers et de crédits automobile. Les 30% résiduels sont majoritairement constitués de crédits accordés à des employés d'entreprises clientes de Rosbank, pour lesquels la banque dispose d'une domiciliation des salaires ;
- l'exposition aux entreprises représente environ 31% du total et porte essentiellement sur des grandes entreprises (80%) ;
- les institutions financières représentent une exposition de 0,5 milliard d'euros ;
- le souverain russe et les entités assimilées représentent 3,7 milliards d'euros, dont environ 1,2 milliard d'euros sous forme de titres d'État.

L'exposition locale sur des contreparties entreprises et institutions financières soumises à sanctions est très faible (0,2 milliard d'euros⁽⁵⁾).

Le Groupe assure avec la plus grande prudence et sélectivité la conduite de ses activités en Russie, en accompagnant ses clients historiques. Il a pour priorités la réduction de ses risques et la préservation de la liquidité de sa filiale, en maintenant une collecte de dépôts diversifiée. S'agissant des activités de clearing en rouble, elles sont intégralement opérées depuis Rosbank pour le compte de grands clients du Groupe.

Avec un ratio CET1 de 13,7% au 31 décembre 2021, soit une marge de manœuvre d'environ 470 points de base au-dessus de l'exigence réglementaire, le Groupe est tout à fait en mesure d'absorber les conséquences d'un éventuel scénario extrême qui affecterait les droits de propriété sur ses actifs bancaires en Russie. Son impact en capital est estimé à environ -50 points de base⁽⁴⁾ de ratio de capital CET1, sur la base notamment d'un actif net comptable de Rosbank équivalent à 2,1 milliards d'euros au 31 décembre 2021, de 0,5 milliard d'euros de dette subordonnée et en tenant compte de l'annulation des actifs pondérés associés. Ce scénario ne remettrait pas en cause le versement du dividende au titre de l'exercice 2021.

En complément, Société Générale a une exposition mineure en Ukraine (moins de 80 millions d'euros au 31 décembre 2021), principalement au travers de sa filiale ALD dont l'activité est concentrée sur une clientèle d'entreprises internationales.

Les expositions⁽¹⁾ off-shore sur la Russie, essentiellement constituées d'opérations mises en place dans le cadre des activités de financement de la Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs, représentent 3,2 milliards d'euros avec des contreparties de premier plan dans leur secteur d'activité. Elles concernent en particulier les secteurs suivants : 2,2 milliards d'euros sur le secteur « métallurgie et minéraux », 0,7 milliard d'euros sur le secteur de l'énergie, 0,2 milliard d'euros sur les secteurs des transports et télécommunication et 0,1 milliard d'euros auprès d'institutions financières.

Les contreparties sous sanctions représentent environ 0,7 milliard d'encours nets off-shore⁽⁵⁾. Pour rappel, les sanctions interdisent la conclusion de transactions nouvelles mais n'empêchent pas le dénouement des opérations ni nécessairement le remboursement de crédits.

Société Générale a, par ailleurs, environ 0,3 milliard d'euros d'encours nets sur les clients de la banque privée, majoritairement des crédits hypothécaires et Lombard.

À ce stade, le Groupe ne change pas sa cible de coût du risque et l'actualisera, le cas échéant, à l'occasion de la publication de ses résultats au premier trimestre 2022.

2.11 DÉCLARATION RELATIVE AUX ÉVÉNEMENTS POST-CLÔTURE

Depuis la fin du dernier exercice, il n'est survenu aucun autre changement significatif de la performance financière du Groupe que ceux décrits dans le présent document d'enregistrement universel déposé auprès de l'AMF le 9 mars 2022.

(1) « Exposure at default » bilantielle et hors bilantielle sur des contreparties russes, filiales de groupe russe ou des contreparties ayant des actifs majoritairement localisés en Russie, hors risque de contrepartie sur opérations de marché dont le montant est limité.

(2) SG Russie est constituée de Rosbank, Rosbank Insurance (composée de SGS et SGSZh détenues à 81% par Sogecap et 19% par Rosbank), ALD automotive OOO Russia (détenue à 100% par ALD SA).

(3) Résultat Net Part du Groupe (RNPG) publié.

(4) Sur la base d'un taux de change EUR/RUB de 120.

(5) Sur la base des listes de sanctions publiées au 27 février 2022.

2.12 INFORMATIONS RELATIVES AUX IMPLANTATIONS ET ACTIVITÉS AU 31 DÉCEMBRE 2021

L'article L. 511-45 du Code monétaire et financier modifié par l'ordonnance n° 2014-158 du 20 février 2014 impose aux établissements de crédit de publier des informations sur leurs implantations et leurs activités, incluses dans leur périmètre de consolidation, dans chaque État ou territoire.

Société Générale publie ci-dessous les informations relatives aux effectifs et informations financières par pays ou territoires.

La liste des implantations est publiée dans la Note 8.6 des notes annexes aux États financiers consolidés.

Pays	Effectifs*	PNB*	Résultat avant impôt sur bénéfices*	Impôts sur les bénéfices*	Impôts sur les bénéfices différés*	Autres taxes*	Subventions*
Afrique du Sud	-	0	0	0	-	-	-
Algérie	1 593	163	69	(26)	5	(5)	-
Allemagne	2 781	1 161	516	(91)	(33)	(3)	-
Australie	56	43	6	(1)	(1)	(1)	-
Autriche	83	18	8	(1)	(1)	(0)	-
Belgique	307	97	44	(0)	(11)	(1)	-
Bénin	148	21	9	0	(1)	(0)	-
Bermudes ⁽¹⁾	-	(5)	(5)	-	-	-	-
Biélorussie	3	1	1	(0)	(0)	-	-
Brésil	340	86	45	(13)	2	(8)	-
Bulgarie	36	5	3	(0)	(0)	-	-
Burkina Faso	284	56	27	(6)	(2)	(3)	-
Cameroun	667	124	39	(10)	(1)	(4)	-
Canada	65	30	11	(2)	0	(2)	-
Chili	39	5	2	-	(2)	(0)	-
Chine	274	65	29	-	(1)	(0)	-
Colombie	31	3	2	(0)	0	(0)	-
Congo	141	25	8	(0)	(0)	(1)	-
Corée du Sud	106	110	50	(16)	(2)	(2)	-
Côte d'Ivoire	1 044	269	119	(22)	1	(6)	-
Croatie	48	10	7	(2)	0	(0)	-
Curaçao ⁽²⁾	-	0	0	0	-	-	-
Danemark	117	44	26	(15)	10	-	-
Émirats arabes unis	52	13	3	-	-	(0)	-
Espagne	679	301	182	(39)	(9)	(2)	-
Estonie	13	3	2	(0)	-	(0)	-
États-Unis d'Amérique	2 016	1 703	796	(21)	(158)	(8)	-
Finlande	116	53	38	(6)	(1)	-	-
France	54 653	12 428	1 925	(102)	(262)	(1 240)	-
Ghana	537	81	46	(18)	1	(0)	-
Gibraltar	36	11	(1)	-	(1)	(0)	-
Grèce	46	6	3	(0)	(1)	(0)	-
Guinée	327	41	4	(2)	0	(0)	-
Guinée équatoriale	239	16	2	(1)	-	(0)	-
Hong Kong	1 079	692	311	(46)	(0)	(1)	-
Hongrie	90	15	10	(2)	(0)	-	-
Île de Man	-	-	-	-	-	-	-
Île Guernesey	56	30	2	-	-	-	-
Îles Caïmans ⁽³⁾	-	-	-	-	-	-	-
Inde ⁽⁴⁾	9 640	78	82	(27)	1	(1)	-
Irlande	199	95	74	(9)	0	(0)	-
Italie	2 039	835	404	(88)	(8)	(3)	-
Japon	220	179	41	(5)	(6)	(6)	-
Jersey	202	42	2	(1)	0	(0)	-
Lettonie	19	4	3	(0)	-	-	-
Lituanie	13	5	3	(0)	(0)	(0)	-
Luxembourg	1 342	691	372	(32)	25	(22)	-

Pays	Effectifs*	PNB*	Résultat avant impôt sur bénéfices*	Impôts sur les bénéfices*	Impôts sur les bénéfices différés*	Autres taxes*	Subventions*
Madagascar	949	63	28	(6)	0	(2)	-
Malte	-	-	-	-	-	-	-
Maroc	3 917	500	137	(64)	2	(18)	-
Maurice	-	-	(0)	-	-	-	-
Mexique	127	24	15	(5)	(1)	-	-
Monaco	314	111	24	(5)	(0)	(0)	-
Norvège	69	17	6	-	2	-	-
Nouvelle-Calédonie	303	75	35	(14)	(2)	(0)	-
Pays-Bas	280	116	69	(26)	(2)	(0)	-
Pérou	27	3	1	0	(1)	-	-
Pologne	452	78	18	(1)	(6)	(1)	-
Polynésie française	255	49	26	(11)	(2)	(1)	-
Portugal	124	30	21	(5)	0	-	-
République tchèque	7 797	1 269	647	(151)	28	(40)	-
Roumanie	8 700	645	338	(67)	(0)	(13)	-
Royaume-Uni	2 730	1 526	757	(193)	46	(1)	-
Russie, Fédération	12 555	795	303	(37)	(21)	(20)	-
Sénégal	815	105	45	(10)	(2)	(2)	-
Serbie	29	9	7	(2)	0	(0)	-
Singapour	191	116	6	(7)	0	(0)	-
Slovaquie	109	28	17	(4)	(1)	(0)	-
Slovénie	20	4	2	(0)	0	(0)	-
Suède	170	77	44	(9)	0	(0)	-
Suisse	547	238	59	(14)	(1)	(0)	-
Taiwan	44	39	16	(4)	0	(2)	-
Tchad	215	27	5	(2)	(1)	(2)	-
Thaïlande	4	0	(1)	-	-	-	-
Togo	34	6	0	-	-	-	-
Tunisie	1 394	138	40	(23)	4	(5)	-
Turquie	95	46	40	(2)	(14)	(0)	-
Ukraine	47	10	8	(2)	(0)	-	-
TOTAL	124 089	25 798	8 035	(1 272)	(425)	(1 431)	-

* **Effectifs** : Effectifs en équivalent temps plein (ETP) à la date de clôture. Les effectifs des entités mises en équivalence et des entités sorties sur l'année ne sont pas retenus.

PNB (en M EUR) : Contribution de l'implantation au produit net bancaire consolidé en millions d'euros. Le PNB en contribution au résultat consolidé du Groupe s'entend avant élimination des charges et produits résultant d'opérations réciproques réalisées entre sociétés consolidées du Groupe. La quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence est enregistrée directement dans le résultat avant impôt, leur contribution au PNB consolidé est donc nulle.

Résultat avant impôt sur les bénéfices (en M EUR) : Contribution de l'implantation au résultat avant impôt consolidé du Groupe, en millions d'euros, avant élimination des charges et produits résultant d'opérations réciproques réalisées entre les sociétés consolidées du Groupe.

Impôts sur les bénéfices (en M EUR) : Tels que présentés dans les comptes consolidés en conformité avec les normes IFRS et en distinguant les impôts courants des impôts différés.

Autres taxes (en M EUR) : Les autres taxes comprennent entre autres les taxes sur les salaires, la C3S, la CET, la contribution au FRU et des taxes locales. Les données sont issues du reporting comptable consolidé et d'informations de gestion.

Subventions publiques reçues : Sommes accordées sans contrepartie ou revêtant un caractère non remboursable, versées effectivement par une entité publique à titre ponctuel ou reconductible en vue de concourir à la réalisation d'une finalité précise.

- (1) Le résultat de l'entité implantée dans les Bermudes est taxé en France.
- (2) L'entité implantée à Curaçao est en liquidation de portefeuille (run-off).
- (3) Le résultat de l'entité implantée aux îles Caïmans sont taxés aux États-Unis.
- (4) L'essentiel des effectifs présents en Inde est affecté à un centre de services partagés dont le produit de refacturation est enregistré en frais généraux et non en PNB.

